

ANNEXE 2 :
THEMATIQUES SOCIO-SANITAIRES
DANS SECTEUR CASS DES GROTTES

1. Introduction.....	2
1.1. Etendue du secteur CASS et limites	2
1.2. Transformation de la ville et incidences sur la composition sociale des quartiers	2
2. Santé physique et mentale.....	3
2.1. Toxicodépendances.....	4
2.2. Isolement, solitude et états dépressifs	8
2.3. Santé et bien-être des enfants et des familles	11
3. Pauvreté, exclusion, précarité et marginalité.....	13
3.1. La précarité, la marginalité, la pauvreté et l'exclusion dans le secteur des Grottes .	14
3.2. Précarité, exclusion, santé publique et action sociale communautaire	18
4. Description des quartiers, des relations de voisinage	20
5. Les relations interculturelles	22
6. Générations et relations intergénérationnelles	24
7. Sentiment d'insécurité, incivilités, violence et délinquance.....	30

1. Introduction

1.1. Etendue du secteur CASS et limites

Comme cela est illustré dans la partie « Approche par le territoire », le secteur CASS des Grottes est composé de neuf sous-secteurs GIREC. Le secteur recouvre un large périmètre et ses différents quartiers possèdent des caractéristiques qui, selon les propos que nous avons recueillis, les distingueraient fortement les uns des autres. Ce découpage du territoire est très présent dans les déclarations de nos interlocuteurs. De façon récurrente, le secteur CASS est décrit comme « vaste » voire même « trop vaste ». Nos interlocuteurs ne nous dépeignent pas le périmètre CASS dans sa globalité, mais bien dans ses particularismes, ses spécificités. Par là, ils s'expriment sur la partie du quartier qu'ils connaissent et la distinguent toujours de l'ensemble. Cette différenciation est à souligner car elle semble être profondément ancrée dans les esprits. Même s'il est parfois difficile pour les intervenants de délimiter les divers secteurs, il apparaît que ceux-ci abriteraient des périmètres d'actions et de vie différenciés et parfois presque hermétiques les uns aux autres.

Dans ce sens, on note qu'il existe des vies de quartier différentes et que la proximité des espaces n'induit pas forcément des liens forts entre ces derniers ou entre leurs résidents. Illustrons notre propos par un exemple simple et pourtant significatif : une fête de quartier. La fête des Grottes est ouverte à tous, mais elle est rattachée au sous-secteur Grottes. Les habitants de l'Îlot 13 (sous-secteur Les Cropettes) ou ceux de Saint-Gervais peuvent bien entendu y participer, mais ils signifient lors des entretiens, qu'ils se déplacent sur un périmètre qui appartiendrait à d'autres. Dans le même sens, les habitants du haut du secteur CASS (sous-secteurs Servette, Geisendorf) ou d'un sous-secteur riverain comme la Prairie ne se sentiraient pas forcément interpellés. Ce ne serait pas leur quartier, ni leur fête. Il n'y aurait pas d'identification territoriale, de sentiment d'appartenance.

A ce découpage administratif en sous-secteurs GIREC et à celui plus subjectif vécu par les habitants ou commerçants se rajoutent les divers découpages institutionnels. Or, ceux-ci sont nombreux, puisque force est de constater que de multiples services publics, cantonaux et municipaux, sont présents et actifs sur le territoire. Ainsi la Maison de Quartier « Pré-en-Bulle », celle des Asters, le service d'îlotage de la gendarmerie cantonale, le service des agents de Ville, la Délégation à la jeunesse, notamment, travaillent sur des périmètres qui se recoupent mais qui, la plupart du temps ne correspondent pas à celui du CASS. Ce constat nous semble d'importance puisqu'il peut proposer un début de réponse aux collaborations institutionnelles qui se nouent entre les acteurs sur un territoire partagé, en jouant à la fois sur les responsabilités partagées sur un territoire et les ponts à faire entre deux juridictions administratives. Nous y reviendrons dans la partie relative au « Réseau d'acteurs ».

1.2. Transformation de la ville et incidences sur la composition sociale des quartiers

Le secteur CASS des Grottes regroupe une population diversifiée, représentative à des niveaux divers de toutes les couches sociales présentes dans le tissu urbain genevois. Néanmoins, de fortes disparités demeurent selon les secteurs GIREC considérés. Elles relèvent notamment de l'histoire spécifique du développement urbain des divers secteurs (vieux quartiers populaires à Saint-Gervais, James-Fazy, Mont-Blanc et Grottes, extension de la ville à la Servette au cours du XIX^{ème} siècle, puis à Beaulieu et Vidollet dans les années d'après-guerre).

On relèvera cependant que les rénovations récentes ou en cours dans le sud du secteur CASS (Saint-Gervais, Ilôt 13 et Grottes), entreprises notamment par la Ville de Genève sur son patrimoine immobilier, induisent une transformation progressive dans la composition de la population résidente et favorisent l'homogénéisation sociale du quartier dans son ensemble.

Les trois sous-secteurs nous ont été décrits comme encore majoritairement peuplés, il y a 25 ans, par une population d'ouvriers et artisans suisses vieillissants, rejoints progressivement par des populations à statut précaire (permis de saisonnier) issues en majorité de l'immigration italienne, espagnole ou portugaise. Les années 70 marquent toutefois l'installation d'une population plus jeune, parfois marginale, attirée par les loyers modestes ou par les immeubles laissés à l'abandon (squatters). Ces dernières années, les rénovations entreprises dans ces quartiers ont entraîné la disparition progressive d'une partie de la population qui aurait été « chassée » par les travaux de réhabilitation (les squatters à Saint-Gervais, aux Grottes et à l'Ilôt 13), ou par les hausses de loyers. Relevons cependant que les nouvelles habitations restent dans leur majorité des logements à loyer modéré, souvent plus bas que les seuils fixés par la Loi cantonale sur les destructions, travaux et rénovations (LDTR), ce qui a permis le maintien des populations modestes dans le quartier après rénovation.

Il est à noter par ailleurs le fort développement urbain qui caractérise actuellement les périmètres jouxtant le secteur CASS, notamment à l'est (nouvelles habitations à la Voie Creuse, autour de la place des Nations, vers le Petit-Saconnex), ainsi qu'au nord (le long de l'avenue du Grand Pré, autour de l'avenue Wendt et du quartier de la Forêt, etc.). Ces constructions ne manqueront pas de densifier fortement cette partie de la ville et il est à craindre qu'elles fassent porter leur poids démographique sur une partie des services sociaux et équipements collectifs du secteur des Grottes.

La zone de la Gare et les voies de chemin de fer, enfin, constituent une barrière architecturale cloisonnant le secteur CASS en deux parties. De l'avis des personnes rencontrées lors des entretiens, la partie se situant en dessous de la gare se sentirait davantage rattachée au quartier des Pâquis, qu'à celui des Grottes proprement dit. Les populations résidentes, de leur propre avis, ne communiqueraient pas, et pour l'essentiel leurs déplacements ne franchiraient pas les voies ferrées.

2. Santé physique et mentale

Comme cela a été souligné dans les études relatives aux quartiers des Eaux-Vives et de Saint-Jean / Charmilles¹, s'agissant d'action communautaire sociale et sanitaire, une approche holistique des problématiques est souhaitable. Une distinction formelle entre les paramètres « sociaux » et « sanitaires », entre les notions de « qualité de vie » et de « santé individuelle et / collective » n'est, dans ce cadre-là, pas pertinente.

La *santé* est ainsi comprise comme « un état de bien-être complet : physique, intellectuel et social »². Elle est considérée comme un état d'équilibre atteint par un individu ou un groupe à un moment précis de son développement et susceptible d'être altérée, en tout temps, positivement ou négativement. L'environnement, les conditions de vie, le statut socio-culturel, le revenu, le genre, etc. constituent des déterminants de la santé à part entière, à côté des déterminants génétiques ou biologiques.

¹ *Problématiques socio-sanitaires et ressources des réseaux institutionnels et associatifs à St-Jean / Charmilles et aux Eaux-Vives*, ROSSIAUD J. (et. al.), août 2002.

² Définition proposée en 1948 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La notion de *qualité de la vie* définie « comme la perception de sa propre situation dans l'existence » revêt ainsi un caractère important. Ce concept englobe la santé physique et psychique, le degré d'autonomie, les relations sociales, les options personnelles et les rapports avec l'environnement. Santé et qualité de vie se recoupent et se complètent »³.

Dès lors, on comprend que certains thèmes abordés, ici, se retrouvent dans la partie « pauvreté, exclusion, précarité et marginalité ».

Une telle conception globale de la promotion de la santé et du bien-être est un défi pour les Unités d'action communautaires, puisqu'elles les obligent à travailler en concertation et en coordination avec d'autres acteurs de proximité qui, eux aussi, à partir d'un mandat différent (socio-éducatif, sécurité, urbanisme), s'attachent à promouvoir le bien-être des populations.

Dans les paragraphes qui suivent, nous nous attachons cependant à comprendre ce qui relève, dans le secteur, traditionnellement du domaine de la santé physique et mentale, en mettant en évidence des problématiques particulières : les toxicodépendances et les conséquences de l'isolement en matière de santé mentale (états dépressifs). Quand cela s'est avéré pertinent nous avons montré les spécificités de tel ou tel sous-secteur.

2.1. Toxicodépendances

A. Les stupéfiants et leurs trafics

A l'instar de bien d'autres centres urbains, Genève connaît plusieurs scènes de vente et d'achat de stupéfiants. Malgré une interdiction fédérale de faire commerce et usage de stupéfiants, ces lieux sont « tolérés » par les autorités politiques qui se montrent conscientes que la fermeture d'un lieu implique nécessairement l'ouverture d'un autre lieu, ailleurs. A Genève, la proximité de la gare en a depuis fort longtemps favorisé la présence de vendeurs et consommateurs de drogue. La gestion publique de la toxicomanie touche donc particulièrement le secteur CASS des Grottes. Le caractère illicite de la consommation et du commerce de stupéfiants rend la gestion sanitaire de cette problématique particulière. Les stratégies d'interventions communautaires sont en ce sens très différentes que s'il s'agit de lutter contre la dépendance à l'alcool ou aux médicaments.

La gare et ses alentours rendent donc visibles les problèmes de toxicodépendance et cette visibilité ainsi que les nuisances qu'elle implique pour le voisinage explique en partie que nos interlocuteurs abordent tous spontanément cette problématique.

Bien que certains habitants et commerçants déclarent s'être progressivement « habitués » ou « résignés » à son existence, certains éléments semblent avoir altéré la perception de bon nombre de riverains. Ainsi, nous relevons trois éléments d'explications :

- l'apparition, depuis une dizaine d'années, de la cocaïne et la très significative augmentation des injections que cela engendre chez les consommateurs ; suivre l'évolution du marché (type de produit, type de consommateur, structure du trafic, lieux des transactions, etc.) est donc essentiel d'un point de vue socio-sanitaire, notamment dans l'approche communautaire.

³ NUTBEAM D. 1998. *Glossaire Promotion de la santé*. Gamburg, Editions Promotion de la santé, cité par Promotion Santé Suisse : http://promotionsante.ch/fr/ges/con_ges_glo.asp, update 29.7.02.

- l'installation, en décembre 2001, à proximité de la gare du lieu d'accueil « QUAI 9 »⁴ et la visibilité du phénomène qu'une telle structure induit ;
- l'éclatement du « marché » jusque là concentré autour de la gare et que d'aucuns attribuent à l'assignation territoriale mise en place par le Département cantonal de justice, police et sécurité.

« De toute façon, il y a toujours des échanges, il y a toujours de la vente (...). Maintenant, l'assignation pourrait être beaucoup plus grande, on pourrait avoir... Parce que quand vous ne pouvez pas aller à un endroit, vous allez ailleurs. Alors les transactions se font là (à la gare), mais on a toujours le même problème, parce que les gens n'ont pas la marchandise sur eux, ils la cachent. S'ils ont la marchandise sur eux, on doit les étrangler pour leur faire cracher leur boulette, et puis pour les autres, c'est caché dans des creux d'arbres, dans la terre, dans des bacs à fleurs... Les transactions peuvent se faire à la gare, c'est un endroit où il y a beaucoup de gens, beaucoup de passages... aux alentours de la gare les transactions aussi, et puis les échanges se font soit là, soit sur un périmètre beaucoup plus large du secteur. »

Ainsi les politiques des autres administrations cantonales et municipales, lorsqu'elles ont des conséquences sociales concrètes au niveau local, devraient se faire en concertation avec les UAC. Un intense travail de communication est donc nécessaire pour inciter les autres services à la prise en compte des aspects socio-sanitaires des mesures et à renforcer la collaboration sur le terrain.

Si l'ensemble des secteurs est touché, il est à relever que les abords de la gare (secteurs Mont-Blanc, James-Fazy et Grottes), ainsi que les parcs environnants (Cropettes, Geisendorf et Beaulieu) sont concernés depuis plus d'une vingtaine d'années.

De manière générale, au fil des entretiens, nous relevons que nos interlocuteurs s'expriment surtout en termes de nuisance pour le quartier et ne décrivent pas une problématique de santé publique. Le trafic de psychotropes semble avant tout insécuriser les habitants et les commerçants. Ceux-ci se trouvent démunis et ne savent pas comment faire face au problème. Les attitudes de rejet des *dealers* sont souvent exprimées. On parle peu des toxicomanes, si ce n'est pour décrire certaines scènes jugées choquantes : par exemple, des personnes s'injectant sur le domaine public (dans les parcs en été). Ce spectacle est redouté car il peut notamment se révéler angoissant chez les enfants, voire même les blesser. Le fait que l'on puisse retrouver sur la voie publique des seringues usagées est également décrit comme un fait dangereux. « Les enfants peuvent se piquer ».

« Il y a quelques mois, je faisais de la course à pied, à onze heures du matin, à un moment où les élèves du Cycle rentrent chez eux. Et bien, il y avait des types qui se faisaient des injections dans le parc des Cropettes. On ne peut pas rester insensible à ça. Moi, je pensais que je n'étais pas très peureuse, mais ça m'a beaucoup questionnée parce que sur le moment, j'ai pensé que je devais leur dire quelque chose... et puis, bon, après, j'ai eu peur du risque... C'est pas évident. Je ne sais pas si c'est un problème aigu, ces problèmes d'insécurité, mais c'est vrai qu'il y a quand même pas mal de monde en cause, du fait de ces injections rapides de cocaïne... »

La peur du *deal* et des scènes d'injection a par ailleurs poussé la plupart des régies et propriétaires d'immeubles, notamment dans le quartier des Grottes, à installer des codes à l'entrée des allées.

⁴ QUAI 9 est la première structure de Suisse romande qui intègre un espace d'injection venant en complément de l'offre d'informations sociales et du service d'échange de seringues.

LE SOUS-SECTEUR DES GROTTES

Cette partie du quartier, derrière la gare, a connu de tout temps beaucoup de trafic. Ce dernier s'est toutefois passablement modifié avec l'ouverture, en 2001, de QUAI 9⁵. Si l'installation de ce lieu d'injection ne semble pas avoir d'emblée suscité de réactions chez les riverains, très vite la cohabitation institutionnalisée a posé problème à certains habitants. Les pétitions ont commencé à circuler, les articles de presse à fleurir dans les journaux locaux et les politiques à s'intéresser de plus près au mécontentement grandissant des résidents.

Pourtant, aux dires de certaines personnes rencontrées, l'installation de QUAI 9 n'aurait pas augmenté le phénomène. Elle l'a toutefois rendu un peu plus visible et a focalisé un mécontentement latent. Les témoignages abondent dans ce sens

Le GROUPE SIDA GENÈVE, en charge du lieu, a très vite pris les devants. Il a régulièrement communiqué par le biais de soirées avec les habitants du quartier et a organisé quotidiennement des collectes de seringues usagées abandonnées sur le domaine public, impliquant dans cette démarche, les usagers du lieu.

Aujourd'hui, il semble qu'un certain calme a regagné les esprits. L'exécutif genevois a décidé, par ailleurs, à la suite d'une évaluation dirigée par l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive (IMSP) de Lausanne, de poursuivre l'expérience et a opté pour une ouverture plus importante du lieu ; revendication par ailleurs portée par certains habitants.

Finalement, nous soulignons que, si l'arrivée dans le quartier de QUAI 9 est très souvent commentée, jamais le lieu n'est appréhendé comme une structure qui permettrait à terme de mieux gérer certains aspects du problème de la toxicomanie, auquel habitants et commerçants sont confrontés quotidiennement, et de concevoir une cohabitation respectueuse entre les toxicomanes, le plus souvent extérieurs au quartier, et les résidents. Il y a toutefois fort à parier qu'à terme, des synergies de coopération se développent puisque, comme cela est précédemment souligné, il semblerait que peu ou prou les habitants commencent après une phase de rejet à intégrer ce nouveau type de structure socio-sanitaire.

« Alors moi je dirais que tout ce qui concerne la toxicomanie aux Grottes depuis l'implantation du QUAI 9 [existait] déjà avant, mais probablement ça a été un révélateur ; c'est devenu très très fort. [Deplus,] il y a eu pas mal de nettoyage à la gare, et ça a fait remonter les gens. Un autre problème, c'est les seringues que l'on trouve partout.

Mais il n'y avait pas ça avant ?

C'est à dire qu'avant... ce sont des informations que l'on nous a donné au QUAI 9... les gens sniffaient la drogue. Ils perdaient moins vite les pédales. Apparemment, depuis qu'ils s'injectent, ils perdent complètement les pédales, tout de suite, et même avant de s'injecter. Ils lâchent tout dans la nature, ils se laissent aller, ils se couchent directement et c'est vrai que ce n'est pas évident. Pour les enfants, ça peut être impressionnant. Mais dans l'ensemble, je trouve que l'on peut se sentir encore pas trop agressé de ce côté-là.

Et le local d'injection change quelque chose ?

C'est difficile à dire. Si vous écoutez les commerçants du coin, ils sont complètement remontés contre le local d'injection, en prétextant que depuis qu'il y a le QUAI 9, c'est encore pire qu'avant. Je ne sais pas. [...] Peut-être qu'avec l'habitude du quartier, j'ai des œillères, mais j'en vois pas autant qu'on le dit. Il y a toutefois un travail qui est fait par l'équipe du QUAI 9, des travailleurs sociaux partent avec des toxicomanes, et ils vont ramasser ensemble des seringues. Je pense que c'est vraiment bien. Ca limite un peu les dégâts. »

⁵ Quai 9 est un partenaire de la plate-forme Quartier-Contact.

SOUS-SECTEURS MONT-BLANC ET JAMES-FAZY

Ces parties du quartier situées en dessous et à côté de la gare sont aussi particulièrement touchées par les problèmes liés à la toxicomanie. La représentante d'une association de commerçants nous confie :

« Est-ce que le problème de la toxicomanie a empiré ?

Il s'est amplifié disons, depuis une dizaine d'années en tout cas. Il me semble qu'il était moins présent au tout début. Et puis, ça s'est amplifié, ça veut dire que les nettoyeurs trouvent des seringues partout dans les toilettes, dans les escaliers, dans les parkings, du sang partout... Le trafic, on sait très bien qu'ils mettent leurs boulettes dans les petits arbres autour de l'église Notre Dame. Partout où il y a des petits arbres ils cachent leur marchandise. On sait très bien que ça *deal* dans le quartier, au square Pradier, vers la rue du Mont-Blanc, le soir. Je ne sais pas si c'est dans le square, je crois que c'est plutôt dans la rue, mais je ne m'y balade pas vraiment la nuit.

Et vous avez une collaboration avec la police ?

Oui, une assez bonne collaboration. Ils font ce qu'ils peuvent. On a écrit, fait des pétitions, des réunions. On en a fait une il n'y a pas si longtemps que ça avec Mme Spoerri, MM. Unger et Tornare... On en fait régulièrement, mais bon... on essaye de trouver la solution, mais je crois que personne ne l'a. Si quelqu'un l'avait, je serais très contente de la connaître. »

La présence de *dealers* a des influences certaines sur ce périmètre puisqu'il nous a été dit que certains projets d'aménagement de places publiques (Square Pradier et Chantepoulet) entraînent des réticences de la part des riverains qui craignent de voir le trafic s'amplifier. A ce commerce illégal sont préférées des places de parking qui, pourtant, valorisent bien mal l'espace public.

PÉRIMÈTRE DIT DE L'ENCYCLOPÉDIE

Nous avons également inclus à nos observations le périmètre jouxtant le collège Voltaire et abritant le parc Galiffe. Proche de la zone qui nous intéresse et en étroite relation géographique avec elle, cette partie du quartier est administrativement rattaché au secteur du CASS de Saint-Jean / Charmilles. Celui-ci nous est commenté en des termes peu élogieux, puisqu'il abriterait une population en situation particulièrement précaire et marginalisée ; parmi eux des toxicomanes.

« Voilà, le parc Galiffe, c'est un endroit qui est, je dirais, peu fréquenté par les enfants, je pense que ce n'est pas très joli ... si vous n'avez pas quelqu'un qui est en train de se piquer, ce sont des chiens qui sont en train de déféquer.

Donc, il n'y a vraiment aucun intérêt pour les enfants de traîner là-bas. Nous, on y passe très régulièrement, j'y ai vu plusieurs fois des toxicomanes en train de se piquer dans un petit chemin qui est insalubre, qui part depuis ce parc et qui monte... Enfin, c'est un terrain vague maintenant... Donc là, on a... je dirais, une fois sur deux, quand on va dans ce passage, on trouve quelqu'un en train de se piquer. »

Les citations que nous avons choisies sont révélatrices. Même si les personnes ressources que nous avons interviewées, impliquées personnellement dans l'action sociale ou associative, ont une attitude probablement plus « tolérante » face à la toxicomanie que celle du résident moyen du quartier, le tableau dépeint est peu nuancé. Nous sommes dès lors obligés de constater à quel point, la représentation sociale du « toxico » fait davantage appel au rejet (peur, dégoût, sentiment d'insécurité) qu'à l'intégration (reconnaissance de la maladie et de la douleur, empathie, etc.). Il semble alors prioritaire de rompre avec cette perception qui relève de l'ostracisme et qui, contribue non seulement à fragiliser la situation socio-sanitaire des toxicomanes, mais également à nuire à la convivialité, et ainsi à la qualité de vie du quartier.

B. Dépendance à l'alcool

La dépendance à l'alcool est également un problème important de santé publique, en Suisse. La prévention de l'alcoolisme est une pièce importante du dispositif de promotion de la santé. L'alcoolisme touche toutes les catégories sociales et toutes les classes d'âge. De récentes études ont montré qu'il concerne des populations toujours plus jeunes, toujours plus de femmes, et que les personnes isolées et âgées sont également à considérer comme des populations à risque.

Sur ce point, le secteur CASS ne devrait pas se distinguer statistiquement du reste du Canton ou de la Ville. Cependant, chez les personnes ressources que nous avons rencontrées, le quartier est souvent décrit comme abritant des personnes en proie à des problèmes d'alcool : la proximité de la gare n'est, à notre avis pas étrangère à cette perception. Différentes catégories de personnes sont nommées : personnes sans domicile fixe ou en situation d'extrême précarité, personnes âgées souffrant de solitude, mais aussi, selon les dires d'une professionnelle de l'action sociale, des populations jeunes et les hommes d'un certain âge qui vivraient mal des situations de rupture relatives à la perte de l'emploi, la séparation familiale, notamment. Les femmes seraient également concernées, mais boiraient de manière plus discrète, moins sociale, à la maison, à l'abri des regards.

L'abus de substances psychotropes, moins visible, ne nous a pas été commenté. Cependant, il s'agit également d'un problème important de santé publique, sur lequel les UAC ne peuvent faire l'impasse.

2.2. Isolement, solitude et états dépressifs

Le thème de l'isolement est abordé, au fil des entretiens, dans sa composante pathologique, liée à la solitude, à l'anomie et aux états dépressifs qu'elles engendrent. Nous soulignons toutefois que l'ensemble des sous-secteurs qui nous intéressent ne semble pas se distinguer par une sur-représentation de personnes vivant ces états. Toutefois certains groupes de la population (personnes âgées, célibataires, parents élevant seuls leurs enfants, etc.) qui doivent s'accommoder de situations de solitude, connaissent de plus grands risques d'être affectés psychiquement, ce qui aurait tendance à renforcer encore leur isolement. Un médecin rencontré lors de nos entretiens met en exergue ce constat.

« Quand les gens sont déprimés, ils ont tendance à se replier sur eux-mêmes, donc la solitude est renforcée. Ce qui est difficile, c'est de faire la part des choses. Si c'est la solitude et les conditions de vie solitaires qui ont amené la dépression, ou si c'est la dépression qui a amené la solitude. [...] Il y a des gens qui de par leur caractère, leur pathologie j'ai envie de dire, vivent seuls et se protègent de la relation, il y a des gens comme ça... [...] »

C'est curieux, mais j'ai de plus en plus de femmes qui viennent se plaindre de leur solitude affective après des ruptures, ou des longues périodes sans partenaire, et moins des hommes. J'ai l'impression que les hommes se débrouillent mieux, probablement de manière un peu défensive... je n'aime pas dire les choses comme ça, mais ils ont une consommation de rapports probablement plus désinvestis. »

Bien que les phénomènes de solitude soient régulièrement abordés s'agissant des personnes âgées, nos interlocuteurs font état de représentations sociales qui entachent leurs perceptions : dès lors, les informations transmises sont le plus souvent approximatives ou superficielles et les explications données fréquemment peu convaincantes.

La perception qu'ont les personnes actives des anciens comporte certains biais. En effet, l'âge venant, on peut aussi aspirer au calme et ne pas se définir uniquement dans « le faire ou l'agir ». Etre assis, seul sur un banc, dans un parc, ne signifie pas automatiquement l'ennui ou la morosité. Il serait peut-être utile, dans le cadre de l'action communautaire, de repenser le

rapport à l'activité, à une époque de la vie où les rythmes ralentissent et où la contemplation et la transmission de la mémoire et de l'expérience sont remplacées peu à peu par l'action. Le problème des aînés est bien le délitement du lien social dans une société où le lien social est une conséquence de l'activité (principalement économique) : y répondre par des activités non relationnelles ou par de « l'animation » ne peut suffire. Un grand travail de réflexion doit être entrepris, dans le cadre de l'action communautaire, pour prendre en compte les caractéristiques du lien social, spécifiques aux rythmes et aux aspirations des personnes âgées, qu'il serait utile de valoriser. Dans cette optique, il est nécessaire de repenser les Clubs d'aînés.

Cette réserve émise, voici l'éclairage issu de la pratique professionnelle d'un acteur du domaine sanitaire qui souligne la difficulté pour les anciens à la fois de s'insérer dans des réseaux et de laisser les autres s'approcher.

« Non, je pense que les patients âgés seuls ont de la peine à demander de l'aide psy. Moi j'ai cette impression, parce que ce n'est pas dans la culture de cette génération, probablement. Ils iront peut-être plus facilement... je pensais aux clubs des aînés, mais là encore... Parce que j'ai été au club des aînés accompagner quelqu'un, une fois. Mais là il y a encore une culture très particulière. En tout cas le club des aînés tel qu'il existait, parce que je ne sais pas comment il est aujourd'hui, c'était une espèce de clan, et quand vous arriviez comme nouveau, pour être intégré, il fallait faire de gros efforts. C'était vraiment un petit groupe très fermé, qui avait occupé le territoire, et puis le nouveau qui arrivait, dérangeait. C'est une dynamique très particulière. »

Les situations d'isolement sont parfois très problématiques. Certaines d'entre elles révèlent une rupture manifeste et brutale avec le monde extérieur. La personne ne sort plus qu'occasionnellement de chez elle, n'entretient presque plus de contacts sociaux et se renferme dans un monde où elle renforce son isolement et sa solitude. Ce phénomène, parfois largement médiatisé, mériterait que l'on se penche plus précisément sur les dispositifs légaux et institutionnels, qui peuvent permettre un meilleur dépistage de la détresse liée à l'isolement, avant les procédures de mise sous tutelle et d'interdiction. Nous n'avons pas pu le faire dans le cadre de ce présent rapport.

Ici, le témoignage d'une des personnes rencontrées. Ces situations cachent parfois une rupture

« C'est compliqué, parce que vous ne pouvez pas forcer des gens s'ils ne veulent pas aller au CASS... et puis quand on est dans un appartement jonché de débris... on arrive à peine à ouvrir la porte, vous marchez dans 50 cm de merde.... S'il n'y a pas de plaintes particulières dans le voisinage... On est vraiment un peu démuni, on n'arrive pas à faire débarrasser tout ça... Avant, on arrivait encore à passer par un service qui était à l'Hôpital, les clauses d'urgence, ce genre de trucs, mais maintenant, il n'y a plus rien... donc... »

Vous êtes avertis par le voisinage, pour ce genre d'histoires ?

Par le voisinage oui... Il y en a plus que l'on croit oui. Je dirais que par année, ça nous fait une dizaine de cas. [...] Après avoir fait les différentes démarches auxquelles on doit procéder, on demande l'autorisation pour un officier de police d'ouvrir l'appartement, on fait ouvrir... et puis des fois, la personne est décédée ou elle ne l'est pas... et puis des fois vous êtes surpris, parce que vous arrivez, il n'y a plus de lumière, tout est bouché... vous avez 300 boîtes pour chats qui sont ouvertes... vous avez des gens qui adorent conserver les journaux [...] Ce sont plutôt des personnes âgées. Parce qu'en principe, les jeunes, dans cette situation là... sont tout de suite suivis par l'Hospice général pour des raisons financières... Les autres, ce sont plutôt des personnes qui ont toujours eu une activité ou une autre, et puis après ça n'a plus joué, et puis... il n'y a rien eu derrière. »

Si l'on exclut les situations décrites ci-dessus, vu leur caractère exceptionnel, la solitude des anciens s'explique surtout par une dégradation progressive des relations avec l'environnement social. A ce propos, les rythmes de plus en plus différents qui structurent la vie des enfants,

parents et grands-parents ne font qu'accentuer ce phénomène. Dès lors, plus les possibilités de rencontres et de « frictions » diminuent et plus le sentiment d'isolement est patent et plus la souffrance due à la solitude probable.

Comme en témoigne un directeur d'EMS, la politique genevoise de maintien des personnes à domicile montre une efficacité certaine, que l'on a pu constater lors de la canicule de l'été 2003 (quoique les derniers chiffres remettent en cause cet optimisme). Elle connaît par ailleurs certaines limites. En effet, en maintenant une personne âgée seule à domicile et en lui fournissant l'ensemble des soins qu'elle ne peut plus se prodiguer à elle-même, il est à craindre que l'on renforce l'isolement et le sentiment de « réclusion ». De plus, certaines personnes âgées, maintenues trop longtemps à domicile, laissent souvent péjorer leur état de santé et de bien-être (isolement social, malnutrition, problème de dépendance à l'alcool ou aux médicaments). Cela peut créer des difficultés dans les familles qui se retrouvent extérieures et impuissantes face à la dégradation progressive des conditions de vie de leurs aînés. Cette situation pourrait, selon les dires de notre interlocuteur, être améliorée par un transfert plus rapide au sein d'une institution spécialisée ou d'un établissement médico-social (EMS). Ces institutions, pour lesquelles il est nécessaire de rappeler que les listes d'attente sont longues, offrent souvent la possibilité d'améliorer les conditions de santé des pensionnaires, avec la reprise de contacts sociaux. Là encore, la promotion de la santé et du bien-être repose sur le dépistage systématique, afin de se donner les moyens d'intervenir au moment adéquat, avec des réponses personnalisées, face au processus de vieillissement, certes universel, mais vécu très différemment selon les parcours individuels et les catégories sociales. Pour être pertinente, l'action communautaire dans le domaine, se doit de travailler en réseau avec d'autres intervenants (en particulier, la FSASD, les EMS, et les réseaux primaires et secondaires), afin de pouvoir mettre sur pied des stratégies collectives basées sur une approche territoriale de la problématique.

Or, les EMS sont encore trop souvent perçus comme des lieux de mort. Lieux où l'on ne souhaite pas se transférer. Pourtant, selon la personne rencontrée, le parcours idéal d'entrée en EMS serait celui d'une personne âgée qui viendrait d'abord la journée pour quelques activités ou animations dans la maison, qui prendrait petit à petit ses habitudes, qui se lierait d'amitié avec d'autres pensionnaires et qui finalement ferait d'elle-même une demande d'entrée. A l'inverse, le pire parcours d'entrée serait celui qui fréquemment se produit, à savoir celui de personnes qui restent jusqu'au bout à leur domicile et qui déménagent à la suite d'un accident, d'une hospitalisation ou d'un contexte de crise. Cela rend l'entrée en EMS beaucoup plus difficile.

Ceci nous a d'ailleurs été confirmé par une personne travaillant pour la FSASD. Son témoignage est particulièrement éclairant sur un système de santé qui vise au bien-être de l'individu, mais peut aussi engendrer un isolement social fort. Situation dont il est très difficile de se sortir et qui entraîne parfois la recherche de dérivatifs comme l'alcool et les médicaments, pour oublier la solitude et tromper l'ennui.

« On a des gens, ça fait cinq ans qu'ils ne sont pas sortis de leur appartement. Parce que physiquement ils ne peuvent pas, parce que psychologiquement ils ne peuvent pas. Nous avons fait la fête des Grottes il y a 2 ans, ou il y a une année... on avait imaginé d'aller chercher des gens chez eux, et de les amener sur la place des Grottes. D'abord, il y en avait peu qui voulaient, et en plus c'est ingérable. Parce que si vous avez des gens qui ne sont pas sortis de chez eux depuis des années, vous les amenez ici, passé dix minutes ils vont dire « je veux rentrer ». C'est impossible à organiser [...] Parce que tout les clients qu'on a, je dirais que c'est à la carte, c'est du sur mesure. On sait à quelle heure on va les voir, quel jour. C'est difficile de les stimuler à faire un certain nombre de choses. Il faut des trésors d'imagination pour acheter des vêtements, parce que les gens ne sortent plus... Réparer des meubles, ou faire des achats indispensables, c'est compliqué. C'est vraiment une population qui est très sédentaire, presque un peu « sauvage ». Il y a des gens qui

sont dans des situations assez dures, ou on passe deux ou trois fois par semaine... Et puis quand l'intervenant principal est en vacances, ils ne veulent personne d'autre.

(...)On a décidé d'offrir des repas à domicile, c'est magnifique... Mais on est pris dans une sorte de piège : tout est donné à domicile. Avec de plus en plus de difficultés de stimulation des gens. On a des gens qui vont vous chercher vos vêtements, qui vous les ramènent la semaine suivante repassés, on a les repas qui viennent tous les jours à 10h30... on a de la peine à remettre des dynamiques en place. Même si on avait largement le temps de le faire, ce qui n'est pas toujours le cas... il y a même maintenant la pédicure à domicile. Nous, on devient l'élément principal des relations sociales pour ces gens avec l'extérieur.

(...)Nous on sait ce que nos clients veulent, on les voit tous les jours. Pour certains, depuis 6-7 ans, donc on les connaît bien. Nos clients, ils ont besoin de voir des gens, ils ont besoin de quelqu'un pour faire de menus travaux chez eux, ils ont besoin d'avoir simplement des gens pour faire de la lecture, peut-être éventuellement même pour certains, ils ont besoin juste qu'on les écoute. Nous on rame, et les clients doivent payer pour ça. Nous, on va même promener des gens, alors à 24.-francs de l'heure pour certains, je trouve que c'est cher payé. Et les bénévoles, Croix-Rouge, etc., il n'y en a pas assez. Si on veut faire quelque chose pour des personnes âgées dans le quartier, et bien c'est assez simple... On aurait besoin d'avoir ce genre de truc, et rapidement, parce qu'une demande à Croix-Rouge, c'est 6 mois après que l'on nous donne une réponse. Le problème, c'est que ces gens là sont beaucoup plus loin que ça, ils se sont rétractés. Et je ne sais pas comment relier la vie, entre guillemets, associative, avec ces individualités qui se sont vraiment recroquevillés chez eux.

Vous avez beaucoup de clients qui ont des problèmes d'alcool ?

Oui. C'est la solitude du vieux. D'ailleurs, ça peut être des « muflées » terribles. Ou alors de l'alcoolisme à petite dose. Et puis prise de médicaments, enfin de la toxicomanie, on peut le dire comme ça... Chez les personnes âgées, ça existe. Alors on va chez certaines personnes tous les jours, pas seulement parce qu'il y a un besoin, mais parce qu'elles ne sont pas capables de garder chez elles des médicaments. Alors ça peut être des anxiolytiques, des antidépresseurs, alors un petit coup de blues, ça marche bien, on prend trois pilules au lieu d'une, parce que ça marche bien... c'est sympa la vie comme ça... Et puis le pinard...(...) On ne se rend pas compte de cette misère. Il n'y a pas plus tard que tout à l'heure, on parlait d'une dame, ça fait un moment qu'on la suit, et puis elle picole gentiment. Mais de temps en temps, elle ne gère plus, et elle se beurre la tronche, et puis elle tombe, elle se casse quelque chose, et elle se fait hospitaliser. Et puis elle rentre, elle se sent mieux et puis après ça recommence. Les médicaments, l'alcool, ça entraîne des tas de problèmes, de malnutrition, des problèmes sociaux, d'agressivité, des risques de chute... Alors, même lorsque ces gens ont un réseau primaire, mais la famille a tellement honte, et puis ils en ont tellement marre... c'est dur d'avoir une mère alcoolo... »

2.3. Santé et bien-être des enfants et des familles

Pour ce qui concerne la santé et le bien-être des enfants, à en croire nos interlocuteurs, le secteur du CASS des Grottes ne semble pas se distinguer pas particulièrement du reste de la ville de Genève. Les mêmes problématiques déjà enregistrées notamment pour les secteurs Eaux-Vives et Saint-Jean / Charmilles sont mentionnées ici. Par exemple, les problèmes liés à un mauvais équilibre alimentaire, à un abus de télévision ou de jeux informatiques, à des carences en sommeil. Autant de facteurs importants qui nécessitent, de l'avis d'une professionnelle, un regard attentif et des pratiques préventives auprès des enfants et des familles. Ce d'autant plus que souvent les deux parents travaillent et ne peuvent encadrer pleinement le temps libre des enfants.

« Un des problèmes majeurs, c'est la TV. (...) Vous avez des enfants qui se lèvent et qui regardent la TV. A midi, aussi, parce que... des fois il n'y a pas les parents, ou il y a les parents mais c'est un peu... comme du baby-sitting... et le soir, il y en a qui regardent la TV... beaucoup d'enfants ont la TV dans leur chambre. Moi j'en ai dès 6 ans qui ont leur TV dans leur chambre, et qui la regardent n'importe comment. Une maman me disait : « mais il doit voir la TV avant d'aller à l'école... il ne peut pas aller à l'école s'il n'a pas regardé la TV ». ça devenait presque un besoin.

Et cet enfant, il n'avait que des Pokémons... Mais bon, ça a été finalement bien, parce que c'est avec les Pokémons qu'il a pu tenir un livre. Il approchait la lecture à travers les Pokémons, pour découvrir les noms des Pokémons, c'est avec les Pokémons qu'il apprenait à lire. Autrement, il n'était pas intéressé. (...) La TV n'est pas mauvaise en soi, mais c'est de zapper tout le temps... c'est ça qui est embêtant... par rapport à la concentration, par rapport à aller jusqu'au bout de quelque chose... (...) Il y a aussi Internet. Les dangers d'Internet, le problème des sites X... il y a des enfants très petits qui ont déjà eu accès à ça et qui sont choqués»

Un élément nouveau est toutefois mentionné la difficulté pour l'enfant à évoluer au sein d'un groupe familial dont l'un des membres voire les deux sont atteints dans leur santé et au bénéfice d'une rente invalidité. L'enfant serait alors parfois livré à lui-même, disposant d'une grande liberté dont il ne saurait que faire. De même, en cas d'atteinte psychique (dépression, notamment) chez l'un des parents, la situation de vie chez l'enfant serait parfois très difficile.

« J'ai eu des enfants qui n'étaient pas bien du tout avec une maladie psychiatrique dans la famille... d'un papa ou d'une maman... Ou même une maladie physique. C'est des fois très difficile pour l'enfant, parce qu'il se fait des idées... On pense le protéger en lui donnant relativement peu d'information sur la santé du parent... et en fait, il s'en fait des montagnes. Alors là, des fois ça m'est arrivé de prendre contact avec les parents, pour voir comment on pourrait en parler à l'enfant. »

Certains cas de maltraitance sont également signalés, mais en aucun cas le secteur CASS qui nous occupe se distingue du reste du territoire communal. Quelques cas légers s'expliquent par des approches différentes de l'éducation des enfants (des claques qui sont décrochées facilement), mais l'un des facteurs explicatif pertinent paraît souvent être les difficultés socio-économiques. De la même façon, les disputes conjugales sont également mentionnées, expliquées par des facteurs de stress et fatigue. Elles seraient relativement nombreuses, peut-être même en recrudescence.

« C'est que les gens sont quand même plus fatigués, stressés, il y a plus de difficultés à vivre... et puis les problèmes sont peut-être moins discutés... il y a déjà plus de problèmes, financiers, et autres... et puis on a le geste plus facile... donc on frappe plus facilement qu'avant. Et puis on se plaint peut-être aussi plus facilement. Maintenant, on nous appelle peut-être pour des problèmes de bruit, mais sur place, il y a une bagarre de ménage... la femme se fait fracasser la tête... D'ailleurs on est en train de mener un projet, enfin une expérience avec VIRES ... »

Les difficultés particulières des familles monoparentales ont également été évoquées. Il s'agit là généralement de femmes, seules au foyer, qui assument des doubles journées avec toutes les difficultés d'encadrement que cela induit. Parfois, s'ajoutent des problèmes d'argent, de solitude et d'isolement rendant les situations de vie tendues et toujours plus difficiles à gérer.

« C'est dur pour les jeunes femmes, qui ont un ou deux enfants à charge, elles font des formations avec le chômage, mais après elles ne trouvent pas de travail, parce qu'elles n'ont personne pour garder leurs enfants, parce que les crèches sont archi-pleines. Ça c'est un problème.

Après les enfants vont à l'école, mais l'horaire ne convient pas... Dès que les enfants sont plus grands, ils formulent beaucoup de demandes, le sport, les vacances et tout, et là ça pose problème... on retrouve des parents avec des dettes, parce qu'ils n'arrivent pas à dire non à leurs enfants. C'est dramatique je trouve. Et en même temps, les jeunes, même s'ils ont 17-18 ans, ils sont en pleine formation donc ils ne veulent pas vivre ailleurs, parce que ça leur coûte beaucoup trop cher. »

S'agissant des raisons qui poussent les enfants scolarisés à se tourner vers le milieu médical (en principe, l'infirmière scolaire), il nous est confié que la période de la fin de l'année scolaire enregistre souvent des pics de fréquentation. Le stress, la fatigue constitueraient des sources d'explication.

Lorsqu'il s'agit de la santé et du bien-être d'enfants et d'adolescents, l'action sociale communautaire dispose de nombreux relais institutionnels, institutions de la petite enfance,

écoles enfantines, primaires et secondaires, centres de loisirs, etc. Ces partenaires peuvent être mis à contribution sur un territoire donné, afin de mettre sur pied des campagnes localisées de promotion de la santé, et de permettre, dans un souci de prévention, un dépistage systématique des risques socio-sanitaires (trouble de l'alimentation, dépressions, dépendances, etc.).

3. Pauvreté, exclusion, précarité et marginalité

L'action communautaire ayant pour objectif l'accroissement du bien-être, il est important de comprendre quelle est la répercussion des conditions économiques (travail, précarité, chômage, etc.) sur le bien-être et la santé des individus vivant sur un territoire donné.

Ce thème a été largement abordé dans les entretiens que nous avons récoltés auprès des personnes ressources du secteur. Mais avant de développer notre propos, il convient de s'entendre sur les termes et les réalités que ces derniers cherchent à circonscrire.

Les analyses les plus anciennes appréhendent la **pauvreté** par une mesure statistique fondée sur le revenu monétaire de la personne. Deux conceptions prédominent :

- une perspective de pauvreté « absolue », qui définit la personne pauvre comme étant celle qui ne parvient pas à subvenir à ses besoins élémentaires et vitaux ; nous sommes ici proches de ce qui était nommé « misère » ;
- une perspective « relative » : est pauvre une personne dont les revenus ne lui permettent pas d'atteindre le niveau de vie moyen ou jugé conventionnel dans une société donnée.

Face au caractère un peu sommaire de ces mesures, une conception plus large considère la pauvreté non seulement sous l'angle des revenus, mais tient compte aussi, plus largement, des conditions de vie de la personne considérée. Seront alors retenus, dans cette perspective, les conditions d'habitat, l'équipement du foyer, l'accès de la personne aux services collectifs, etc.

Approfondissant cette perspective, les travaux les plus récents étendent encore le champ du concept de pauvreté. On remplace alors volontiers cette notion, considérée comme trop connotée au seul domaine des revenus et avoirs matériels, par celle plus englobante d'**exclusion**. Ces derniers travaux se sont développés largement au cours des années 1990, alors que le contexte de ralentissement économique favorisait en Europe la résurgence à large échelle de ces phénomènes et leur diversification. Selon cette dernière perspective, l'exclusion concerne des individus qui cumulent différents manques ou handicaps sur les plans tant économiques (avoirs matériels et monétaires), sociaux (réseau social d'amitié, de soutien et d'entraide divers dont peut jouir l'individu), que symboliques (manque de reconnaissance sociale, discrimination ou ostracisme subi par la personne, ou plus largement, le statut et la position sociale dévalorisés accordés à certains groupes sociaux spécifiques dans les sociétés : les « sans papiers », les « SDF », etc.).

Selon cette dernière conception, la notion d'exclusion renvoie donc à la situation de la minorité de personnes qui connaissent un cumul de carences sur les différentes dimensions mentionnées ci-dessus. Associé à cette notion, les auteurs utilisent volontiers le concept de **précarité** pour rendre compte de la situation d'un groupe plus large qui, bien que non démunie de certaines ressources spécifiques, connaissent une situation cependant difficile du fait de certaines carences dans d'autres domaines, et courent ainsi le risque permanent de basculer dans une situation pire encore, voire de tomber dans l'exclusion

Les notions de pauvreté, d'exclusion, de précarité que nous avons passées en revue constituent une analyse fondée sur un regard extérieur porté sur la situation de l'individu. On perçoit alors l'intérêt qu'il y a à rapprocher ces notions de celle de **marginalité**. Ce dernier

concept renverse en effet la perspective d'analyse et pose la question du choix et de la perception que ces individus ont de leur mode de vie, des valeurs qui les animent, et des relations qu'ils entretiennent avec le monde extérieur.

L'intérêt de ce rapide survol historique de la construction de la notion de pauvreté, et de son extension aux concepts d'exclusion, de précarité et de marginalité, est de nous indiquer l'importance qu'il y a à concevoir les phénomènes qui nous intéressent dans une optique large, non restreinte à la seule dimension économique, mais tenant compte aussi des ressources ou carences des individus dans les domaines d'ordre social, symbolique ou institutionnel, dépendant de leur relation avec la société environnante.

3.1. La précarité, la marginalité, la pauvreté et l'exclusion dans le secteur des Grottes

Les phénomènes de précarité, de marginalité, de pauvreté et d'exclusion, ont été largement décrits et commentés dans les entretiens que nous avons recueillis, ils constituent, nous pourrions dire, le cadre structurant de la réflexion et de l'action communautaire. Comme rétablir, ici et maintenant, par l'action communautaire, la santé et le bien-être de personnes cabossées par le système économique, et les inégalités qu'il produit ? Voilà le cadre dans lequel semble s'inscrire la réflexion et l'action communautaire. Ces phénomènes semblent à des degrés divers concerner l'ensemble des sous-secteurs qui nous intéressent, même si les propos se centrent le plus souvent sur le sous-secteur des Grottes et les zones qui lui sont directement adjacentes.

Les personnes interrogées expliquent la forte présence des personnes pauvres ou marginales dans le sous-secteur par l'histoire des quartiers. Ces derniers, du fait de leur implantation géographique en lisière du centre-ville, constituent en effet depuis leur construction des zones d'habitat en majorité populaire, parsemées de petits commerces ou d'ateliers artisanaux, où les problématiques liées à la précarité ou l'exclusion économique et sociale ont toujours été monnaie courante. De plus, une partie de ces quartiers va connaître un large délabrement ces 50 dernières années (Grottes, Ilôt 13, Saint-Gervais), différents projets de réaménagement du tissu urbain s'affrontant sans aboutir et bloquant toute réhabilitation du bâti. Il en résulte un regroupement de personnes souvent précaires ou marginales dans ces zones, attirées par la modicité des loyers ou par les immeubles laissés à l'abandon, voire logés là par leur employeur dans des conditions parfois misérables (saisonniers, immigrés, jeunes, squatters, artistes, etc.).

Outre le caractère populaire des quartiers, les personnes interrogées mettent en lien la forte présence des pauvres et/ou marginaux avec l'implantation d'un nombre important d'institutions ou d'associations destinées à ces populations dans le sous-secteur, spécialement localisées aux Grottes et dans les quartiers alentours (Carrefour-Rue, Point d'eau, Armée du Salut, Orangerie, etc.). Celles-ci drainent dans le sous-secteur une large frange de la population précarisée ou pauvre du canton.

Enfin, la gare et les rues peu fréquentées qui jouxtent les voies de chemin de fer jusqu'au parc Galiffe (rue Dassier, rue Bautre, etc.), et dans une moindre mesure le parc des Cropettes, sont décrits comme d'autres lieux de passages où transitent ces personnes.

Les personnes pauvres semblent cependant moins visibles ces dernières années dans le secteur, de l'avis de nos interlocuteurs. Les rénovations et nouvelles constructions récentes ont passablement modifié la physionomie des quartiers, notamment aux Grottes. Outre la fermeture de plusieurs squats et les changements de population induits par les rénovations, ceci résulte aussi du déplacement de l'arcade d'accueil des Grottes gérée par Carrefour-Rue

aux Jardins de Montbrillant, dans une partie du sous-secteur plus périphérique et en bordure d'un axe de circulation important. Comme le mentionne une des personnes interrogées :

« [Avec Carrefour-Rue], il y avait justement les problèmes avec [le bar de] l'Evidence, mais comme maintenant ils sont en bas, pour l'instant, il n'y pas eu de doléance de l'Hôtel Montbrillant. [...] Donc ça doit se passer pas trop mal. Les jardins de Montbrillant, c'est plus grand, donc ils doivent moins faire la queue. Parce que dans la rue des Grottes, il y avait des fois des queues, c'était incroyable. Des queues de gens qui attendaient pour aller manger. C'est vrai qu'il y avait un problème. »

Cette forte présence de personnes pauvres ou marginales semble du reste généralement bien tolérée par la population résidente, y compris par les personnes nouvellement installées, même si la cohabitation semble se limiter plutôt à de la coexistence. Comme l'illustrent certains des propos recueillis :

« Bon, c'est un quartier traditionnellement, je crois depuis sa création au début du siècle, un quartier ouvrier, populaire, avec des petits artisans... donc de voir de temps en temps des gens un petit peu... qui ont bu un peu trop... ça passe, j'ai l'impression qu'il y a une espèce de tolérance. Moi je n'ai pas entendu de réaction vraiment hostile, il y a plutôt une indifférence.

Donc pas forcément une cohabitation ...

Bon, il y a peu de bagarres, par exemple. Bon, ça aurait pu avoir lieu, comme il y en a eu par moment aux Pâquis... Enfin, moi je n'en ai pas entendu parler.

Et ça, vous l'expliquez par le côté historique de ce qu'étaient les Grottes...

Oui, je crois. Il faudrait voir, moi je n'ai pas l'information. Mais les vieux qui habitent là sont attachés à leur quartier, ça c'est sûr, et puis les jeunes qui sont venus par choix ils l'aiment aussi leur quartier, donc ça créé aussi une espèce de... les gens se saluent... parler d'appartenance, ça serait trop fort, mais on est un peu dans la même zone... Je pense qu'il y a ça aussi. Par exemple, moi je n'ai jamais entendu de problèmes avec l'arcade d'accueil, qui est dans la rue des Grottes en bas. Alors peut-être chez les gens tout proches oui, mais je n'ai jamais entendu parler de problèmes à ce niveau là. »

Si la coexistence avec ces populations pauvres ou un peu marginales ne semble pas soulever actuellement de problèmes importants aux Grottes et dans le reste du secteur, il n'en va pas de même de la cohabitation avec les toxicomanes qui se retrouvent aussi en grand nombre à proximité de la gare.

De nombreux problèmes sont mentionnés par nos interlocuteurs du fait des toxicomanes. Ils sont notamment associés aux seringues usagées que l'on retrouve en grand nombre dans les allées d'immeubles des quartiers jouxtant la gare, dans les parcs (Crockettes, Baulieu, Trembley) ou dans les préaux des écoles, aux déprédations résultant de la présence des toxicomanes, à la délinquance qui s'associe aux trafics de drogues, voire à l'aspect morbide que suscite leur présence. Comme le relève par exemple un membre d'une association de parents d'élèves :

« Avant qu'il y ait un local d'injection, il y avait déjà passablement de personnes qui venaient se faire des injections dans les parcs, enfin du trafic, etc. dans le parc des Crocettes, le parc Beaulieu, jusqu'à Trembley. Mais Trembley, on a peu eu de contacts. A ce moment là, du fait de plaintes de parents... et notamment, le cas d'un enfant que je connais bien, qui s'est piqué en touchant une seringue dans le parc dans un lieu de jeux... ça doit bien faire 5 ans ça, on a écrit une lettre au chef de la police, Ramseyer. Il a réagit très vite, en disant qu'il allait prendre des dispositions et qu'il allait accentuer la surveillance en mettant des personnes en civil dans les parcs. [...] Il y a toujours des pics avec les histoires d'injection. A la rentrée scolaire, il y a beaucoup de gens qui sont dans les parcs, et en fait, ce n'est même pas l'histoire qu'ils se font des injections, c'est qu'ils jettent leurs seringues et il y a des enfants qui les trouvent. Cela s'est passé dans le parc des Crocettes et dans l'école des Grottes où il y a les copeaux et des jeux. [...] Il y a quelques mois, je faisais de la course à pied, à 11h00 du matin, à un moment où les élèves du Cycle rentrent chez eux, et bien il y

avait des types qui se faisaient des injections dans le parc. Alors c'est quand même des cotés assez difficiles. On ne peut pas rester insensible à ça. Moi je pensais que je n'étais pas très peureuse, mais ça m'a beaucoup questionnée parce que sur le moment, j'ai pensé leur dire quelque chose... et puis bon, après, j'ai eu peur du risque... »

Le phénomène de la toxicomanie, présent dans le secteur depuis déjà de nombreuses années - il est mentionné comme un problème aux Grottes et à Saint-Gervais dès les années 70-80 - semble selon nos informateurs être remonté ces dernières années vers la Servette et le parc Geisendorf, certainement en raison de la mise en place récemment de l'assignation territoriale à la gare. Il paraît par contre moins prégnant depuis 5 ans à Saint-Gervais, de l'avis de nos informateurs.

La présence des toxicomanes suscite de nombreuses plaintes de la part des riverains. Elle s'est soldée ces dernières années par plusieurs pétitions des habitants demandant l'intervention des pouvoirs publics pour régler les problèmes posés par leur présence. L'implantation du Quai 9 à proximité de la gare et les tournées régulières de récolte des seringues usagées mises en place par l'équipe du Quai 9, semblent aux dires de nos personnes ressources avoir amélioré quelque peu la situation. Les réunions régulières entre l'équipe du Quai 9, des représentants des pouvoirs publics et la population, organisées depuis quelques mois, semblent aussi avoir fait baisser la tension. Il reste que le problème de la toxicomanie et les phénomènes qui l'accompagnent apparaissent parmi les préoccupations principales des habitants du secteur. De fait, ils sont généralement mentionnés en premier lieu dans les entretiens que nous avons recueillis, lorsque l'on aborde les problématiques les plus importantes dans le secteur.

Les populations pauvres et marginales accueillies dans les structures sociales des Grottes d'un côté, les regroupements de toxicomanes, de l'autre, sont les situations qui ont été les plus souvent commentées dans nos entretiens, lorsque l'on a abordé les thématiques de la pauvreté, de l'exclusion ou de la marginalité dans le secteur. Cependant, d'autres situations moins visibles ont aussi retenu l'attention de plusieurs de nos interlocuteurs.

Ainsi, quelques personnes interrogées se sont inquiétées de l'isolement social vécu par un certain nombre de personnes âgées, notamment dans le sous-secteur Beaulieu. Ces personnes semblent parfois n'avoir plus que pour seul contact avec l'extérieur la visite des équipes d'aides et de soins à domicile de la FSASD. Certaines de ces personnes vivent dans des situations sanitaires et de confort très péjorées, et une minorité non négligeable de ces dernières souffrent de plus d'alcoolisme et/ou de consommation compulsive de médicaments. Comme le relève un professionnel de l'action socio-sanitaire :

« Ce que l'on constate, c'est qu'il y a énormément de gens qui vivent seuls. Ça ne veut pas dire qu'ils sont forcément seuls et qu'ils n'ont pas de réseau primaire, mais souvent le réseau primaire n'habite pas dans le coin ou a des activités à 100%. Cela fait que pour certaines personnes, nos passages sont les seuls points fixes dans la semaine. Alors, il y a quelques relations sociales, mais plutôt du type « bonjour-bonsoir » entre voisins, à la boîte aux lettres, etc., mais il y a peu de dynamique. Il y a peu d'aides, peu de choses comme ça. Evidemment, c'est en globalité. Pour certaines situations, il y a beaucoup de gens qui se mobilisent autour, dans le voisinage, qui amènent à manger... Mais ce n'est pas ça la majorité. Ce qu'on constate, c'est quand même qu'il y a quand même une solitude, une misère sociale. Avec en plus chez les personnes des troubles, du style Helzheimer, des troubles de la mémoire importants, etc. Et ça, ça peut aussi fatiguer les bonnes volontés du voisinage. [...] C'est la solitude du vieux. Alors ça peut être des muflées terribles. Et puis ça peut être de l'alcoolisme à petite dose. Et puis prise de médicaments, enfin de la toxicomanie, on peut le dire comme ça... Chez les personnes âgées, ça existe. Alors on va chez certaines personnes tous les jours, pas seulement parce qu'il y a un besoin, mais parce qu'elles ne sont pas capables de garder chez elles des médicaments. »

L'isolement social associé à la précarité économique, dans une frange de la population adulte, est un autre aspect qui a retenu l'attention de certains de nos informateurs. Deux catégories de personnes semblent particulièrement concernées par le phénomène. En premier lieu, les mères

seules au foyer vivant des difficultés diverses (faible revenu, difficultés de garde des enfants, etc.) semblent représenter un phénomène non négligeable dans le secteur, notamment dans les zones de la Servette et de la Prairie. Le problème semble par contre moins aigu dans d'autres sous-secteurs (Grottes, Cropettes, Saint-Gervais), peut-être en raison de la plus grande solidarité existant ici dans le voisinage. Symétriquement, on relève aussi dans les mêmes sous-secteurs l'existence de nombreuses situations d'isolement vécues par des hommes seuls ou pères de familles séparés, qui rencontrent des problèmes d'insertion sur le marché du travail en raison d'accident, de maladie, d'alcoolisme ou de toxicomanie, et qui se retrouvent sans revenus et sans soutien.

Certains de nos informateurs s'inquiètent par ailleurs de la situation vécue par une minorité de jeunes ou de jeunes adultes. On nous mentionne le cas d'une petite frange de jeunes, parfois squatters ou ex-squatters, ou restés au domicile parental tardivement, qui arrivent à leur majorité, voire bien au-delà, sans formation et sans occupation, et qui rencontrent alors de grosses difficultés économiques et de logement. Comme le relève un de nos informateurs :

« Mais j'ai connaissance de personnes qui arrivent à 25 ans et qui se rendent compte qu'ils n'ont rien. Et puis donc, ils n'ont pas d'appartement, il n'y a pas de formation, et puis le travail il y en a moins... en tout cas pas ce qu'ils cherchent... Il y a donc, moi je le trouve, une détérioration générale pour les jeunes de cet âge-là. [...]J'ai l'impression qu'il y a de plus en plus de jeunes qui ont un mauvais passage entre 15 et 20 ans, qui sont restés à la maison et puis à 20 ans, on leur a dit : Maintenant ça suffit, tu te débrouilles. »

Nous l'avons relevé, les institutions actives dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, la précarité ou la marginalité sont nombreuses et diversifiées dans le secteur, spécialement concentrées dans le quartier des Grottes. Il en résulte que certains de nos interlocuteurs perçoivent le risque d'une saturation possible dans le secteur vis-à-vis de la présence des populations pauvres et marginales. Outre le grand nombre de structures destinées aux personnes démunies déjà implantées dans le secteur, celui-ci attire encore un grand nombre de toxicomanes avec lesquels la cohabitation nous l'avons vu est loin d'être tous les jours facile. Il ne paraît donc pas pertinent d'augmenter encore les structures d'accueil dans le secteur. Les institutions y sont déjà nombreuses et il semblerait dès lors plus judicieux d'améliorer leur collaboration et de mettre en place de nouvelles synergies. Dans cette optique, le projet d'une future implantation dans le secteur d'une structure d'accueil pour sans-domiciles sur le modèle du square Hugo, qui est actuellement discuté, est jugé comme inopportun⁶.

A l'inverse, quelques-uns de nos informateurs ont soulevé le danger d'une mise à l'écart toujours plus grande des personnes précarisées ou exclues dans notre société. Les rénovations en cours des quartiers de Saint-Gervais, des Grottes, de l'Îlot 13 ont chassé la frange de la population la plus marginale ou précarisée du secteur, qui résidait proche du centre-ville. Un parallèle est fait avec les récentes mesures prises dans la zone de la Gare. Afin d'éviter que les sans domiciles fixes n'y restent, on a enlevé les bancs et rendu le lieu peu convivial pour ce type de population. Or, la gare est un lieu de passage très dense qui permet aux personnes extrêmement précarisées voire marginalisées de se retrouver au milieu du monde. Si on les chasse de ces lieux publics, il n'y aura plus beaucoup « d'espaces neutres » pour les accueillir et leur permettre de se fondre au sein de la population.

⁶ Cette réflexion a été partagée par le magistrat en charge du Département de affaires sociales, des écoles et de l'environnement puisque ce dernier a décidé d'ouvrir un deuxième SQUARE HUGO dans le quartier des Pâquis.

3.2. Précarité, exclusion, santé publique et action sociale communautaire

En regard de la définition de la santé que nous avons adoptée, la question de la précarité et de l'exclusion devrait être traitée comme une des questions prioritaires de l'action communautaire. En effet, non seulement les personnes vivant des situations de fragilisation sociale, de marginalisation voire d'exclusion cumulent souvent différents types de handicap socio-sanitaire, mais le bien-être de la population du quartier dans son ensemble pâtit de la mauvaise intégration sociale de ses habitants..

Plus spécifiquement pour ce qui concerne le CASS des Grottes, certains lieux du secteur abritent ou fournissent des prestations à ce type de populations. Les personnes rencontrées décrivent des réalités souvent pénibles touchant principalement le quartier des Grottes, les abords de la Gare et le sous-secteur jouxtant La Prairie. Toutefois, nous notons que peu de paramètres de type strictement sanitaires nous ont été communiqués. Il s'agit bien d'une perception d'ensemble qui nous a été exposée, sur une situation qui touche l'ensemble du quartier, nos interlocuteurs se limitant le plus souvent à nous signaler la présence de population vivant dans une grande précarité économique et sociale et les problèmes que cela peut poser aux autres usagers du quartier.

A l'instar des remarques effectuées plus haut sur la représentation sociale de la toxicodépendance, le rapport à la marginalité et à l'exclusion gagnerait également à être mieux problématisé, avant de faire l'objet de campagne d'action communautaire.

C. Sous-secteur des Grottes

Cette partie du quartier est considérée comme particulière, « un village dans la ville ». La cohabitation entre habitants, commerçants et populations particulièrement marginalisées semble bien se dérouler. Certains de nos interlocuteurs soulignent que le quartier est très largement pourvu d'institutions à caractère social et qu'il faudrait veiller à ne pas le transformer en un lieu « ghetto ».

D. Sous-secteur du Mont-Blanc

Non loin des Grottes, la gare attire bon nombre de personnes marginales. Leur présence semble plutôt bien tolérée par les commerçants. Toutefois la décision prise par ceux-ci d'enlever les bancs, afin de limiter la concentration de personnes marginales ou de clochards, est remise en question par certaines des personnes que nous avons rencontrées. L'une d'elles souligne que la gare est un lieu de passage neutre qui permet d'accueillir les personnes en situation précaire ou qui vivent une certaine marginalité, de se fondre dans la masse. Les chasser de ces lieux publics signifie leur concéder uniquement le droit de fréquenter des espaces d'aide et d'accueil qui leur sont dévolus. Cela ne devrait pas laisser indifférent.

« On a aussi mis des bancs, mais c'est vrai que la nuit, que quelqu'un vienne s'y coucher, ça ne nous a jamais gêné, mais ce qui se passait, c'est que l'on avait des musiciens gitans ou roumains, je ne sais pas d'où ils venaient. Ils font du bruit, ils salissent ... les gens font des immenses détours pour les éviter...

Les bancs ont été enlevés à cause des travaux, mais c'est surtout à cause de ces musiciens qui sont d'ailleurs la plupart du temps dans les escaliers maintenant, qui envahissent, qui font un bruit fou, qui parlent fort, qui pic-niquent... et puis si c'est trois ou quatre ça va, mais ils sont 10, ou 15... Alors les commerçants se sont plaint là-bas et on a enlevé les bancs. »

E. Périmètre dit de l'Encyclopédie

Cette partie du quartier est administrativement rattachée au secteur du CASS de Saint-Jean / Charmilles. Proche de la zone qui nous intéresse et en étroite relation géographique avec elle, nous l'avons toutefois incluse dans notre périmètre d'analyse.

Les témoignages sur ce lieu concordent pour décrire un espace où transitent des populations marginales (sans domicile fixe, personnes alcooliques, toxicomanes, etc.). Quelques lieux spécifiques semblent devoir retenir l'attention, l'espace vert proche du chemin Galiffe et l'espace public lié au collège Voltaire. Ces deux espaces seraient « abandonnés » des pouvoirs publics qui ne se soucieraient pas de leur entretien et feraient ainsi montre d'une certaine incurie.

Une personne travaillant avec ce type de populations souligne cependant, qu'il est important qu'il existe des espaces publics où les personnes en rupture peuvent se retrouver. Très souvent un projet de réaménagement va de pair avec un changement de population utilisatrice du lieu. Or, force est de constater qu'il existe peu d'espaces publics où les personnes en rupture peuvent se retrouver.

« Et en ce qui concerne le petit triangle de l'Encyclopédie ?

J'y passe aussi régulièrement. Je dirais que ce coin est glauque, c'est mon avis personnel. C'est mortel là-bas. Quand vous passez dans la petite promenade qui est derrière le collège Voltaire, c'est glauque, c'est sale... ceux de l'Armée du Salut... dont les locaux sont fermés la journée... venaient dès 8h00 du matin avec le litron. Ils se mettaient en bande juste en bas de la rue Voltaire, rue du Vuache, où il y avait les petits cabanons en bois et un petit square, c'était immonde. En été, entre les défécations, ils étaient complètement pétés, les bouteilles, les poubelles ne se vidaient pas régulièrement, c'est une entreprise privée qui ramasse dans ce coin là, ce sont des terrains de l'Etat.

Et sur le square qui est à coté de Galiffe ? C'est les mêmes populations ?

Non. Là-bas, il doit se passer un drôle de trafic. Je passe, de temps en temps il y a des gens qui dorment sur les bancs, c'est peu éclairé, la nuit, on ne sait pas ce qu'il s'y passe. J'avais fait une demande pour mettre de l'éclairage au bout de la rue du Vuache, il y avait un habitant qui s'était plaint... Moi je dis glauque, mais... il y avait des gens qui sautaient du train avant de passer la gare, dans cet endroit là... »

Nous soulignons toutefois que d'après les dires de l'un de nos interlocuteurs la situation se serait améliorée autour du Collège Voltaire. Ce changement coïnciderait avec un changement de politique de l'établissement et la volonté de la nouvelle direction de considérer ce problème de manière prioritaire. Le témoignage qui nous est livré met en lumière cette évolution.

« En fait, il y avait déjà un laissé-à-aller des bâtiments publics ... je ne sais pas si vous êtes allé voir là-bas. Il y a un parking qui était à l'époque un garage à vélos, c'était jonché d'immondices et de seringues, plus personnes n'allait y mettre les pieds, parce que ce n'était plus éclairé, ça n'a jamais été entretenu.

Mais qui doit entretenir ce parc ? C'est la Ville ou c'est l'Etat ?

Alors c'est en deux parties, mais ce n'est pas bien défini. La partie du bas, c'est la Ville, et puis pour le reste, le bâtiment dépend de l'instruction publique, donc c'est un autre service qui vient. Chacun faisait son petit coin.

Ca a l'air d'aller un petit peu mieux. On retrouve encore quelques drogués qui se piquent dans les petits buissons qui sont juste en dessus des petits bâtiments en bois préfabriqués, vers la rue du Vuache. Et puis si vous allez par l'arrière, vous avez une sorte de cour, qui est très tranquille, qui a eu été fréquentée... on y a retrouvé des seringues, ce genre de choses, mais maintenant ça s'est un peu calmé.

Depuis combien de temps cet espace est comme ça ?

Moi, ça fait plusieurs années que je le connais comme ça. On a un peu le problème suivant. Dès qu'il y a un tag, il faudrait nettoyer. Si on ne nettoie pas d'autres tags sont faits, on laisse aller, les éclairages ne sont pas remplacés, alors ça devient ... moins convivial, moins fréquenté, parce qu'on se sent moins en sécurité. ».

En matière d'action communautaire, les questions qui se posent dans le périmètre Galiffe relèvent à la fois de l'urbanisme, de la politique du département de l'instruction publique quant à la gestion de ses bâtiments et de leur environnement et de la santé publique au sens large. L'implication des diverses institutions présentes sur les lieux et leur coordination dans un projet respectant la pluralité des utilisateurs du lieu est un défi pour l'UAC.

4. Description des quartiers, des relations de voisinage

Au préalable de notre étude du secteur CASS, nous avons émis l'hypothèse qu'il était possible de délimiter *a priori* différents quartiers plus significatifs aux yeux des résidents, à l'intérieur même du secteur CASS⁷. Nous avons posé quatre « quartiers » qui nous semblaient posséder des caractéristiques territoriales qui pouvaient correspondre à la façon dont les habitants et les personnes actives professionnellement vivaient et s'appropriaient le territoire. A la fin de cette étude, nous devons constater que notre hypothèse ne s'est vérifiée qu'en partie : en effet, le découpage proposé ne se retrouve pas tel quel dans les propos de nos interlocuteurs puisque ces derniers décrivent plus facilement des unités proches des sous-secteurs GIREC et souvent même des unités encore plus restreintes à l'intérieur des GIREC.

Nous soulignons que tous les sous-secteurs n'ont pas fait l'objet de remarques ou de commentaires. Cela ne s'explique pas seulement par le nombre restreint de personnes ressources interviewées (une vingtaine), mais surtout par le fait que certaines parties du secteur sont perçues avant tout comme des espaces résidentiels, « où il ne se passe pas grand-chose » (sous-secteurs James-Fazy, La Prairie, notamment). D'autres sous-secteurs ne sont décrits que parce qu'ils abritent des espaces particuliers. On pense, ici, au Mont-Blanc avec la gare, ou à Geisendorf et Beaulieu avec le parc.

Le sous-secteur GIREC « Les Grottes » est abondamment décrit par nos interlocuteurs. On y retrouverait la trace d'une tradition militante. Le dynamisme issu des luttes s'opposant à la destruction du quartier serait toujours présent, malgré l'évolution urbaine. On nous confirme qu'avec les processus de rénovation une partie des résidents a quitté le quartier, de nombreux squatters, par exemple. Le tissu associatif y serait toutefois toujours dense et riche.

« Il y a beaucoup d'artisans, des jeunes originaux avec leur petite boutique, il y a des gens venus d'ailleurs qui ouvrent une échoppe de produits d'autres pays... ça c'est les Grottes. »

L'ambiance est qualifiée de conviviale. La place des Grottes constituerait le cœur du quartier, la place du village. Sur celle-ci, de nombreux bistrotts et commerces favoriseraient la rencontre, le mélange des populations (âge, statut social, lieu d'origine). La Maison Verte, ouverte les jeudis et les fêtes de quartier participeraient aussi de cette ambiance.

Le départ d'artisans de la mouvance squat (logés à bas prix dans des arcades de la Ville) à la suite des rénovations, est regretté. L'importance de la mixité des populations et de l'affectation des lieux est souvent soulignée et symboliserait le dynamisme du quartier, son côté atypique.

⁷ Les quatre zones étaient les suivantes : (1) Prairie / Servette / Geisendorf, (2) Crochettes / Beaulieu, (3) Grottes et (4) Saint-Gervais / James Fazy / Mont-Blanc.

Comme corollaire à l'activité du quartier, certains se plaignent du bruit engendré le soir par les établissements publics, les consommateurs, le trafic motorisé ainsi que l'occupation intempestive par les automobiles du domaine public. Malgré ces doléances auxquelles se rajoutent celles liées au trafic et à la consommation de stupéfiants, les personnes interrogées décrivent un quartier où il fait bon vivre, que l'on ne souhaite pas quitter. Un sentiment d'attachement fort au lieu, d'identité de quartier transparaît de bon nombre d'entretiens.

A noter que l'ensemble locatif des Schtroumpfs, construit il y a une dizaine d'années, nous est fréquemment décrit comme un îlot à part, rattaché aux Grottes, mais possédant une histoire distincte, une population constituée de familles et de classes moyennes et supérieures. Une ambiance propre décrite en des termes toujours positifs.

Non loin des Grottes, l'îlot 13 (sous-secteur Les Cropettes) posséderait également sa couleur locale. Les populations résidentes sont qualifiées par certains d'artistes, de musiciens, d'étudiants (on note la présence d'un immeuble de la coopérative d'étudiants La Ciguë), un peu bohêmes ... L'architecture du lieu, structure en forme d'îlot fermé sur des cours intérieures, renforcerait selon les dires de nombreuses personnes rencontrées l'impression d'un espace fermé sur lui-même et protégeant ses habitants de l'extérieur. Il serait difficile d'entrer en contact, d'être admis dans le cercle. Cette remarque récurrente est émise à la fois par des résidents des Grottes et des travailleurs sociaux du quartier.

A l'instar du sous-secteur des Grottes, Saint-Gervais est décrit comme un lieu où prédomine un combat pour la rénovation du patrimoine immobilier. Le parallèle ne s'arrête pas là puisque dans ce quartier aussi, la Ville de Genève possède bon nombre d'immeubles locatifs et d'arcades. Nous soulignons toutefois que le combat des Grottes s'étant déroulé avant celui de Saint-Gervais, les personnes rencontrées arguent du fait qu'il n'y aurait pas eu de liens forts entre les associations d'habitants des deux sous-secteurs, malgré le point commun des luttes de quartier.

La vie associative de Saint-Gervais est dépeinte comme dynamique. Des populations diverses se partagent le territoire (habitants, squatters, habitants au bénéfice de contrats de confiance). Aux dires de certains interlocuteurs, il existerait des solidarités d'immeubles, les voisins s'organiseraient afin de se venir en aide. Ici, aussi, l'aspect convivial est souligné. La présence de nombreux bistrotts, l'organisation de fêtes de quartier sont mises en avant, symboles de moments de partage entre les habitants et les commerçants.

Le sous-secteur du Mont-Blanc est avant tout décrit comme un espace où prédominent les commerces. Lorsque nos interlocuteurs parlent de la gare, il est régulièrement fait mention des problématiques qui s'y développent (lieu de passage, de transit et de trafics divers liés à l'achat et la vente de stupéfiants). Ce sous-secteur paraît ainsi constituer un lieu peu investi socialement, du moins de la part des habitants des quartiers alentours. Il est parfois rattaché au quartier des Pâquis dont la proximité est évidente.

Malgré les nuisances liées au trafic de stupéfiants, une personne rencontrée, active professionnellement sur ce territoire, nous décrit des relations conviviales entre les commerçants. La partie piétonne du Mont-Blanc est, à ce titre, saluée comme un espace de rencontre.

Le sous-secteur supplémentaire de l'Encyclopédie (qui est rattaché administrativement au CASS de Saint-Jean / Charmilles) est décrit en des termes peu élogieux. Il regrouperait de nombreuses personnes précarisées se retrouvant dans l'espace publique pour boire (à côté du Collège Voltaire) ainsi que des toxicomanes (vers le chemin Galiffe). L'endroit serait négligé par les pouvoirs publics, non entretenu, sale et peu amène.

La Prairie est une partie du territoire du CASS très peu commentée. On nous décrit un quartier avant tout résidentiel, où les lieux de rencontre seraient rares, voire inexistant. Les contacts sociaux se feraient avant tout entre voisins directs. Il n’y aurait que très peu d’espaces de vie culturelle, hormis le cinéma aux Grottes et les quelques bistrot de quartier... Les gens ne franchiraient pas facilement les grands axes routiers (rue de Lyon, rue de la Servette) qui constitueraient des barrières dans les déplacements des personnes et engendreraient des nuisances sonores d’importance.

Le sous-secteur Servette est décrit comme un périmètre calme malgré l’intensité du trafic automobile. L’aspect multiculturel du quartier est également souligné. Le contact entre habitants est qualifié de convivial mais souvent superficiel marqué par des usages liés à la politesse entre voisins. « On se salue, on échange quelques paroles ... ». Toutefois, une personne ressource nous décrit certaines solidarités de quartier, souvent liées aux enfants et à leur prise en charge, à l’instar de ces mamans qui accueillent à tour de rôle plusieurs enfants pour les repas de midi. L’école, les cafés de quartier, les grandes surfaces constitueraient également des lieux de rencontres. La Maison de quartier des Asters, située en dehors du secteur CASS des Grottes, et les activités qu’elle propose est également mise en exergue par les résidents du quartier. A noter que le sous-secteur de la Servette ne connaît pas de place publique qui favoriserait la rencontre. A ce sujet, certains saluent le petit tronçon piéton d’une partie de la rue Schaub, qui fait office de place ainsi que l’existence du parc de Geisendorf.

Enclavé à l’intérieur du sous-secteur de la Servette, on retrouve celui de Geisendorf. Abrutant trois écoles primaires, le parc de Geisendorf est qualifié par les personnes rencontrées comme un véritable poumon de verdure. Lieu de détente, d’amusement, de retrouvailles, mais aussi de *deal* et de consommation, le parc permet de se retrouver et favorise parfois la rencontre entre populations. Ainsi, nos interlocuteurs soulignent que l’utilisation de cet espace est souvent partagée, en journée, par des groupes différents : les mamans, les ados, certaines communautés d’origine étrangère, des personnes âgées, des familles.

Le sous-secteur de Beaulieu est également largement occupé par le parc portant le même nom. Ce dernier constitue un lieu de rencontre agréable, malgré certains problèmes liés à l’usage de stupéfiants. Le sous-secteur est qualifié de très calme, de résidentiel. La population résidente y serait plus âgée, vivant depuis longtemps dans le quartier. Cela expliquerait en partie, selon les dires de personnes rencontrées, la vive crainte d’une partie des habitants d’assister à l’arrivée de populations adolescentes, dès l’automne 2003, avec l’ouverture du Cycle d’orientation de Montbrillant.

5. Les relations interculturelles

Le thème des relations interculturelles n’a pas retenu particulièrement l’attention de nos interlocuteurs. Aucune des personnes interrogées n’a mentionné expressément ce thème comme source de problème particulier dans le sous-secteur des Grottes. La coexistence des différentes communautés ethniques ou nationales composant la population très cosmopolite du sous-secteur est donc jugée globalement bonne.

Cependant, certains regrettent que la cohabitation – le fait d’habiter et de partager un espace commun – ne débouche que trop rarement sur une véritable convivialité – le fait de vivre ensemble, de se rencontrer, d’échanger. La coexistence entre les différentes communautés ne génère pas de tensions significatives, mais les populations ne se rencontrent et ne se mélangent pas fréquemment. Comme le relève une habituée du parc de Geisendorf :

« Autrement dit, moi je trouve que c'est très agréable tout ça. Il y a beaucoup de cultures différentes, et c'est vrai que ça, par contre, ça fait souvent des petits groupes. On le voit dans le parc même... le groupe d'étrangers qui viennent du Portugal, les Italiens d'un autre côté... ça c'est vrai qu'on le ressent pas mal. Et ça aussi au sein de l'école. Mais en même temps, moi je trouve ça très bien. Que tout le monde puisse s'exprimer, qu'il n'y ait pas ces barrières culturelles, tout en respectant chacun dans sa culture, il ne faut pas perdre ses racines. Mais d'un autre côté, il faut aussi s'intégrer... il faut donc faire de la culture d'origine un plus, pas un moins.

« Par rapport à ces petits groupes selon l'origine ? c'est plutôt des personnes âgées, ou des jeunes...

Ah non, c'est très mélangé. Moi je vois, comme il y a beaucoup de familles... c'est vraiment par familles. Ce n'est pas forcément les personnes âgées qui se réunissent comme ça, c'est plutôt intégré dans le fonctionnement familial. On peut voir la grand-mère, la mère, etc. C'est plutôt par groupe familial, dans cet esprit là. »

La communauté d'origine, voire le milieu familial plus restreint, constitueraient ainsi le plus souvent le vecteur privilégié d'insertion sociale dans les quartiers, particulièrement pour les immigrants les plus récents. Il en résulte que certains rencontreraient des difficultés à s'intégrer dans des réseaux sociaux plus vastes, en raison d'un relatif enfermement dans la vie familiale, notamment pour les femmes, et/ou du fait de problèmes d'apprentissage de la langue. Ainsi par exemple, une interlocutrice membre de la communauté scolaire de Geisendorf s'inquiète de l'isolement social relatif vécu par certaines femmes étrangères dans le sous-secteur de la Servette et aux abords des écoles de Geisendorf :

« Parce que moi je suis sûre que si l'on pouvait apprendre le français aux mamans étrangères, je suis sûre qu'elles pourraient être mieux intégrées dans l'école. Et les enfants aussi. Parce que je suis frappée, mais souvent les femmes ne savent pas le français. Donc quand elles ne savent pas le français, c'est souvent les papas qui viennent à mes consultations, c'est pas les mamans. Alors... c'est souvent plus des femmes d'Afrique du Nord... Ou du Kosovo, ou... Je n'aime pas cataloguer, mais plus des femmes musulmanes... J'ai remarqué que c'était plus facilement des femmes musulmanes. »

Ces problèmes d'intégration des personnes étrangères semblent parfois même se répercuter négativement sur la réussite scolaire et l'intégration des enfants. Comme le poursuit la même personne :

« Et puis quand vous me dites, si les mères apprenaient le français, elles s'intégreraient plus facilement à l'école, et l'enfant aussi... parce que l'enfant, c'est quoi... il a de la peine à apprendre la langue ?

Alors des fois j'ai peut-être l'impression qu'il est en conflit de loyauté avec ses parents... Parce qu'il sait mieux la langue que les parents, il doit faire la traduction, il est presque parentalisé... face aux parents... et puis des fois j'ai l'impression qu'après il y a un peu un blocage, comme ça... je n'ose pas apprendre mieux que mes parents. Je ne sais plus comment me situer en tant qu'enfant. [...]

Ce problème de l'intégration des personnes étrangères se fait aussi sentir du côté des structures de représentation collectives, telles que les associations de parents d'élèves, les Maisons de quartier ou autres associations d'habitants. Celles-ci ont souvent de la peine à entrer en contact avec la population étrangère, qui ne s'investit guère dans ces structures. Les raisons en sont multiples : difficulté de communication due à la langue, précarité socio-économique, manque de temps ou d'intérêt, incompréhension du fonctionnement institutionnel suisse, manque d'inscription identitaire dans le quartier, etc. Comme le relève à l'appui de ce propos un travailleur social :

« Alors oui, je souscris pour une partie à dire « Comment entrer en contact avec certains parents d'enfants qui viennent là ? » Nous, la question que l'on se pose serait celle là avec mes collègues qui accueillent les enfants lors d'accueils libres, et qui souhaitent toucher les parents. C'était l'un

des objectifs de l'année passée, on a fait une ou deux réunions, mais aucun de ces parents là ne sont venus. La question reste posée, il faut trouver d'autres moyens. Quand on organise un camp pour les adolescents... on peut aussi profiter de cette occasion là pour actionner le levier « parent » et exiger qu'ils soient là ! On les contacte au téléphone, « Vous n'auriez pas envie de nous connaître, on va s'occuper de votre enfant... » Ils répondent, « Oui, bien sûr »... Alors voilà. J'ai fait des camps sans avoir jamais vu les parents, jusqu'au moment où j'ai compris que c'était pour moi un levier de pouvoir demander aux parents... les parents des adolescents sont encore plus difficiles à toucher... C'était donc pour moi un superbe levier pour dire « voilà, il faut que vous soyez là. » »

Ces problèmes d'intégration semblent concerner une minorité de la population étrangère du secteur, aux dires de nos interlocuteurs, qui paraît pour le reste relativement bien insérée. Le flou demeure cependant sur la présence cachée et difficile à dénombrer des sans papiers, qui vivent certainement dans des conditions beaucoup plus précaires.

D'autres situations moins visibles ont encore retenu l'attention de certains de nos interlocuteurs.

Le cas des réfugiés associés au trafic des drogues, notamment autour de la gare, nous a été ainsi quelques fois mentionné dans les entretiens. Notamment, l'ex-hôtel de l'Union, reconverti en centre d'accueil pour requérants d'asile par l'Hospice Général, a été plusieurs fois cité comme étant le cadre d'interventions régulières de la Police liées à la lutte contre le trafic de drogues.

Enfin, quelques interlocuteurs se sont inquiétés de certaines tensions sporadiques entre représentants de communautés étrangères installés dans le secteur, dont les pays sont en conflit (Afrique de l'Ouest, Ex-Yougoslavie, etc.). Ces tensions déboucheraient parfois sur des affrontements entre groupes de jeunes des diverses communautés concernées, voire mettraient parfois aux prises des adultes, sans toutefois qu'aucun cas avéré n'ait pu nous être cité, l'information restant au niveau de la rumeur et des propos rapportés. Comme le rappelle un membre de la communauté scolaire :

« Parce qu'il y a même eu la guerre au Kosovo... J'étais déjà dans l'école... donc il y a des serbes, des croates, il y tout... Mais dans l'école, ils arrivaient à... on n'en parlait pas, et dans les cours de récréation ça ne se voyait pas... »

Mais quand les parents viennent chercher les enfants ? Il se passe quelque chose de particulier ?

Non, je n'ai pas été témoin... Mais je sais qu'entre certaines familles africaines, il y a eu des fois des problèmes... mais en dehors de l'école. »

6. Générations et relations intergénérationnelles

Le thème des relations intergénérationnelles s'est révélé sensible pour nos interlocuteurs. Les propos que nous avons recueillis mentionnent fréquemment des difficultés dans les relations entre les groupes d'âges qui se côtoient dans l'espace public. La cohabitation avec les groupes d'adolescents, dans une moindre mesure avec des groupes plus jeunes, est mentionnée comme le problème principal. Si peu ou prou l'ensemble du territoire du secteur CASS des Grottes est concerné, le phénomène de regroupement des jeunes dans l'espace public se concentre plus particulièrement sur certains lieux spécifiques (la zone piétonne de la rue Schaub, les parcs des Croupettes, Baulieu, Geisendorf, les préaux des écoles des Grottes, des Croupettes, de Geisendorf).

Nos interlocuteurs insistent sur la responsabilité des parents dans ce phénomène. Ainsi, plusieurs déplorent le manque d'investissement et d'intérêt des parents pour les activités des enfants, que ce soit dans le cadre scolaire (école, parascolaire) ou dans le cadre des loisirs (maison de quartier, centre de loisirs). Certains parents semblent ainsi complètement

désinvestis de ce que vivent leurs enfants et restent injoignables par les institutions. Il en résulte qu'une minorité d'enfants apparaissent comme livrés à eux-mêmes, parfois dès un très jeune âge. Comme le relève une professionnelle de l'enfance :

« Il y a beaucoup de parents qui... c'est un peu comme je disais au début, c'est qu'il y a des enfants qui sont livrés à eux-mêmes. Soit parce que les parents travaillent énormément... et puis il y a le parc, et c'est le parc qui « garde » les enfants...

Dans le parc, vous savez s'il existe un regard social? C'est à dire des voisins, des mamans qui regardent les enfants... Si la solidarité elle fonctionne...

Oui. Il y en a quand même. J'ai eu une situation où ce sont les mamans qui m'ont avertie d'un petit qui était toujours tout seul, et qui s'inquiétaient [...]. Donc là j'avais été avertie. Oui, ça se passe comme ça... »

A l'inverse, pour un petit groupe de parents, on déplore leur trop grand investissement de certains parents dans l'existence de leurs enfants, la présence de ces parents pouvant parfois devenir envahissante, voire problématique, notamment lorsqu'il y a ingérence des parents dans le système socio-éducatif.. Comme le relève un membre de la communauté scolaire aux Grottes :

« Certains aimeraient bien avoir un regard sur ce que font les enseignants, et qui parallèlement ne jouent pas toujours leur rôle de parents. Ça c'est la réalité. Mais il y a quand même un grand changement dans les modes de vie, qui ont aussi une influence... [...] Sinon, on peut dire que ces dernières années, il y a eu pas mal de parents assez vindicatifs. Il y a eu des parents qui ont voulu intervenir dans la démarche pédagogique, dans le groupe-classe... [...] Oui, on a eu quelques cas parfois de parents d'élèves qui ont « pété les plombs ». Ca s'est passé il y a deux ans. L'inspecteur, la direction nous ont mis en garde de ne pas recevoir des gens comme ça au pied levé. Certains parents nous ont menacés de venir avec un fusil. Ou alors, le cas de cette mère qui subissait des problèmes tels à la maison, qu'elle arrivait systématiquement en « pétant les plombs » à l'école. Elle avait même tapé deux fois des enfants, dont un qui fini à l'hôpital, parce que soit disant ils embêtaient son fils... Enfin, des choses comme ça, ce sont quand même des exceptions. Ce sont des gens en marge. »

Plusieurs problèmes repérés chez les enfants et les jeunes résultent des difficultés qu'ils vivent dans leur milieu familial. Notamment, un phénomène qui semble s'accroître ces dernières années, concerne le manque d'écoute et de discipline chez une minorité de jeunes enfants. Ces derniers ont parfois été élevés dans un cadre familial trop permissif. D'autres ont grandi dans un milieu familial déstructuré (conflit des parents, violence, séparation), ou encore largement absent (famille monoparentale ou immigrée dotée d'un faible réseau social à Genève). Ces enfants soulèvent de gros problèmes aux enseignants dans les classes et aux animateurs dans les centres de loisirs, car ils ont une influence néfaste sur la dynamique des groupes d'enfants et requièrent une forte attention de la part des adultes. Un cas plus extrême, apparu ces dernières années, nous a été encore signalé. Il s'agit des enfants qui sont suivis psychologiquement ou médicalement pour des troubles psychiques ou du comportement (agressivité, hyper-activité). Les difficultés vécues par ces enfants résultent bien souvent des carences du milieu familial relevées précédemment, ces enfants ayant parfois à gérer des situations de stress importantes à la maison. Comme l'illustrent les propos de l'une de nos personnes-ressource :

« Non seulement ce sont des problèmes scolaires d'apprentissage, mais ce sont aussi des problèmes de discipline. Ça veut dire que les enfants respectent beaucoup moins les adultes qu'il y a quelques années, et se permettent de faire les choses qu'ils veulent, quand ils veulent, au rythme où ils veulent. Ces dernières années, il y a vraiment eu des problèmes de limite, de règles que l'on ne respecte pas, par rapport aux autres, et par rapport à l'environnement en général... On a eu, ces dernières années, quelques enfants... qui ne venaient pas forcément de milieux où l'on aurait pu

croire que ça ne va pas bien à la maison... Maintenant j'ai l'impression, depuis une année ou deux que l'on a un petit peu moins des grands cas d'enfants comme ça. Mais ça, oui, je dirais que c'est un problème aigu, c'est le manque de respect, c'est des enfants qui ne tiennent pas en classe... [...] Moi, c'est la première fois de ma vie que je travaille avec des enfants qui sont sous Ritaline. Oui, ça c'est incroyable la différence. Cette année, j'en ai 2. »

Ces difficultés vécues par les jeunes dans le milieu familial, parfois depuis l'enfance, ont d'autres conséquences négatives à l'adolescence. Une minorité de jeunes dans le secteur rencontreraient selon nos informateurs des problèmes de logements, ayant rompu tout lien avec leur famille. Comme le relève un professionnel de l'action sociale :

« J'ai l'impression qu'il y a de plus en plus de jeunes qui ont un mauvais passage entre 15 et 20 ans, qui sont restés à la maison et puis à 20 ans, on leur a dit : Maintenant ça suffit, tu te débrouilles.

Ça ce sont les jeunes sans formation ?

Avec une formation interrompue, oui.

Et ces jeunes-là, on les retrouve où ? à la Coulou ou...

Non, pas à la Coulou je pense, là c'est plutôt une population de SDF plus âgée. On les retrouve dans les squats, chez des amis ou chez une copine... ils s'organisent comme ils peuvent. »

Les relations parfois difficiles entretenues par les jeunes avec leur famille entraînent d'autres situations perçues comme problématiques par nos interlocuteurs.

Ainsi, certains nous mentionnent le cas de pré-adolescents, voire de jeunes enfants, qui se regroupent dans l'espace public jusqu'à une heure avancée de la soirée, notamment sur l'aire de jeu située sur la partie piétonne de la rue Schaub, à l'entrée de la Maison de quartier des Asters. Ces rassemblements d'enfants résultent, selon les personnes interrogées, par le fait que certains parents travaillent parfois jusque tard le soir et laissent les jeunes sans surveillance. D'autres avancent l'hypothèse que dans certaines cultures du sud, les enfants seraient beaucoup plus présents dans l'espace public du village ou du quartier, car les familles pourraient compter sur la surveillance pratiquée par les adultes du voisinage. Dans le contexte genevois, ce contrôle social exercé par la communauté serait devenu trop lâche et ne fonctionnerait pas.

Certaines nuisances et tensions dans le voisinage sont mentionnées du fait de cette forte présence des enfants sur l'espace public. Ainsi, les voisins habitant alentours se plaignent du bruit et des déprédations causées régulièrement par les enfants. Certains de ces derniers adoptent du reste parfois des comportements très risqués, inconscients du danger potentiel de leurs jeux (courses sur les voies de circulation...). Comme le mentionne une des personnes interrogées :

« Les demandes des voisins elles sont contradictoires. A savoir : Mais enfin, tous ces mêmes dehors, toute cette pagaille avec les enfants ! C'est assez comique : il y a des gamins qui cassent tout, parce qu'il y a la décharge juste à côté, donc ils vont chercher des trucs, ils sont très inventifs, ils prennent des trucs, ils font des cabanes... »

Ces rassemblements de jeunes dans les espaces publics découleraient aussi selon plusieurs de nos informateurs d'un manque de lieux d'accueil pour les jeunes et les adolescents dans le sous-secteur, problème qui paraît spécialement patent à Saint-Gervais et dans une moindre mesure dans les sous-secteurs des Grottes et des Cropettes. Comme le mentionne un résident de Saint-Gervais :

« Mais c'est vrai qu'il est impératif d'aménager Saint-Gervais dans les années qui suivent, avec les rénovations qui ont été faites. C'est vrai qu'il n'y a pas de Maison de quartier, il n'y a pas d'endroit pour les ados, il n'y a pas... »

Les gens, par exemple s'ils veulent aller à une Maison de quartier, où vont-ils ? A Saint-Gervais ?

On en a pas. Si tout d'un coup, mes filles ont une possibilité là... Si elles vont à une fête à la Maison de quartier de Saint-Jean... Ou par exemple, un temps, elles allaient à la MQ des Eaux-Vives ou à la MQ des Pâquis. Ça dépend si on prend une activité... fabriquer une carriole pour faire le concours des caisses à savon. Ou alors, pour les centres aérés, elles sont affiliées à la MQ des Pâquis. Mais c'est vrai qu'elles connaissaient deux ou trois enfants, mais la majorité des enfants étaient des Pâquis.

Et il n'y a pas de lieux pour les ados ?

Il n'y a rien. Pour les enfants et les ados, il n'y a rien. Pour la crèche, il faut aller à la crèche du Seujet ou aux jardins d'enfants aux Grottes. Mais de nouveau, c'était la croix et la bannière. « Nous n'acceptons que des enfants des Grottes. » Bon, moi je connais tout le monde, donc elles ont accepté mes filles, mais de nouveau, c'était vraiment du copinage. Mais quelqu'un qui n'a pas de copains, qui arrive à Genève et qui veut mettre son enfant dans une crèche, c'est vraiment difficile.

C'est mal desservi en fait ?

Hyper-mal desservi. »

Un autre aspect résultant du rassemblement des jeunes en dehors des heures scolaires a été mis en avant par un de nos informateurs. Ce dernier remarque en effet que les petits enfants adopteraient ces dernières années plus fréquemment des comportements réservés jusqu'alors à des enfants plus âgés. Notre informateur l'explique par l'influence de la télévision, mais aussi avec le regroupement des jeunes le soir dans les lieux publics. On assisterait ainsi à un phénomène de socialisation des jeunes par leurs pairs : les plus petits seraient placés sous l'influence des plus grands, et adopteraient volontiers les opinions et les comportements qu'ils observeraient chez ces derniers.

Un phénomène plus préoccupant concerne la constitution de bandes de jeunes dans certaines parties du secteur. Ce thème est apparu de manière récurrente dans les propos que nous avons recueillis lors des entretiens. Certaines de ces bandes se forment dès l'école primaire. Comme le relève une professionnelle du milieu scolaire :

« Il y a une population d'enfants en primaire que j'ai connu tout petits, parce qu'ils étaient au jardin d'enfants avec mes enfants et qui forment des bandes. C'est des gamins qui ont fait de sacrées conneries. Maintenant, ils sont au Cycle. Mais là, il y a deux ans, c'était des gamins qui cherchaient à faire des conneries. Ils se mettaient en équipe. Certains qui avaient un peu un rôle de meneur, d'autres de suiveurs, complètement passifs. Par exemple, ils allaient dans le parking voiture des profs, ils ne visaient pas des voitures en particulier, mais ils lançaient des pierres sur les voitures. Les profs du primaire ont dû prendre des décisions pas très agréables pour les élèves. Vraiment, on sentait que c'est juste la limite. »

D'autres bandes ou rassemblements d'adolescents ou de pré-adultes cette fois-ci, sont mentionnés dans différentes parties du secteur. Il s'agit généralement de lieux chargés de signification pour les jeunes, qui y ont souvent passé une partie de leur enfance (les préaux des écoles, les places de jeux, les parcs). Les adolescents se regroupent ainsi notamment dans le parc des Croupettes ou dans le préau de l'école des Croupettes, vers l'école des Grottes, dans les parcs de Beaulieu, de Trembley et de Geisendorf, ainsi que dans les préaux d'écoles qui s'y trouvent.

La présence nocturne des adolescents et des jeunes adultes dans ces lieux publics ne va pas sans poser de problèmes. Les riverains se plaignent fréquemment du bruit engendré, du vandalisme et des déprédations régulières causées par les jeunes, comme du manque de respect qu'ils témoignent pour le voisinage. Comme le relève une personne bien informée :

« Moi, tant qu'ils ne font pas de vandalisme, qu'ils n'embêtent pas les gens, ils sont libres. Ils ont le droit de s'amuser, parce qu'un parc c'est aussi fait pour eux, tout le monde y a droit. Mais il faut... s'ils veulent qu'on les respecte, il faut aussi qu'ils nous respectent : les personnes âgées, ou les enfants... Parce que quand ils vont casser du verre dans les préaux, ils ne respectent pas les enfants qui viennent le lendemain à l'école. Je parle du préau des Cropettes. Ils ont dû mettre une benne à verre à cause de ça, dans le préau de l'école. [...] C'est qu'ils cassaient tout, ils cassaient même les portes de l'école pour aller faire pipi, ils cassaient des bouteilles... [...] On s'est assis une fois à 18h00, en été, on s'est assis sur les marches. Et puis tout d'un coup, il y avait 40 à 50 jeunes... ils ont bien vu que nous on avait rien à faire avec eux, mais ils n'étaient pas agressifs. Mais le problème, c'est qu'ils buvaient. Il y avait de la bière, ils arrivaient chacun avec un pack de bière, il y en a qui arrivaient avec une bouteille de vodka, d'autres avec du vin... et puis en fin de soirée, vous pouvez imaginer. »

Il en résulte que la cohabitation de ces groupes de jeunes avec la population est souvent problématique, les « points chauds » évoluant au gré des saisons et des interventions des pouvoirs publics. Il est à relever que les sources de tensions ne résultent pas seulement des déprédations causées par les jeunes, mais aussi parfois plus simplement du fait de leurs pratiques sportives ou culturelles. Comme le mentionne une des personnes interrogées :

« Alors pour l'école des Grottes, il y a ce problème des gens qui font des tags, mais je crois qu'ils se sont arrangés avec le concierge de l'école, ils ont fait quelque chose de joli, plutôt que de faire de bêtes tags.

Vous parlez du grand tag ?

Oui. Ils se sont arrangés, c'était il y a 2 ans. Et puis moi, quand je passe et que je vois des jeunes qui font quelque chose de joli, pas sur la propriété privée, évidemment, mais sur un endroit qui est destiné à ça, je leur fais des compliments. Sur les endroits où ils peuvent, je trouve ça bien. Donc ça c'est pour l'école des Grottes. [...]

Mais vous allez aussi à Geisendorf ?

Alors Geisendorf, il y a eu des problèmes avec le terrain de basket. C'est à dire qu'ils jouaient la journée pendant les heures de classe. [...] Et puis le samedi et le dimanche, il y a le bâtiment du service pédagogique qui a été souvent vandalisé. Les portes ont été fracturées, il y a eu des vols, des vols de nourriture, ils s'installent dans les locaux, ils font comme chez eux quoi. Ce sont des ados de couleur à Geisendorf. Ils jouent au basket quand on passe, ils sont gentils, mais visiblement, plus tard, il y a de la casse. Spécialement le bâtiment du DIP, parce qu'ils savaient y trouver de la nourriture. »

En définitive, le thème des relations intergénérationnelles a largement retenu l'attention de nos interlocuteurs. Ils ont notamment pointé de nombreux problèmes de cohabitation avec les enfants et les jeunes, notamment avec des groupes d'adolescents, qui peuvent parfois adopter des comportements assez problématiques sur la voie publique.

Plusieurs projets d'animation socio-culturelle récents ont cependant été élaborés pour remédier à cette situation. La *Délégation à la jeunesse* de la Ville de Genève a ainsi mis en place plusieurs démarches dans différents lieux publics du secteur (école des Grottes, parcs Geisendorf et Cropettes, etc.), afin d'aller à la rencontre de ces groupes de jeunes sur leur terrain et de leur proposer d'autres activités moins gênantes pour l'entourage (mise en place de buvette dans les lieux sensibles, ouverture de salles de gym en soirée, etc.). La *Maison de quartier des Asters*, ainsi que *Pré-en-Bulle* aux Cropettes, se sont aussi impliqués sur ce terrain.

De même, pour remédier à cette situation de défiance entre classes d'âge, plusieurs projets visant à rassembler des populations d'âges différents ont vu le jour ces dernières années dans le secteur. Ces projets ont notamment cherché à rapprocher une population de personnes âgées résidente dans le quartier (EMS Les Lauriers et Résidence Fort-Barreau), avec des classes d'écoles primaires ou avec des enfants accueillis à la Maison de quartier des Asters.

L'objectif poursuivi visait à contrecarrer la tendance à une certaine absence de lien avec les générations plus âgées repérée chez certains jeunes, et à l'inverse, le relatif isolement social vécu par les personnes âgées. Le résultat de ces démarches est demeuré mitigé, même si un réel échange a pu être mis en place. Comme le rappelle un professionnel de l'action sociale :

« Ce sont des personnes âgées, quelques-unes assez grabataires, ce n'est pas évident. Il faut les monter à l'étage, quelques-unes sont en chaise roulante, donc certaines ne peuvent pas monter... Donc, comment peut-on travailler là dessus. Tout le travail préparatif à la fête s'est fait en échange, les gamins allaient là-bas lors des mercredis des enfants, on a fait des affiches ensemble, les gamins ont pu voir comment les personnes âgées habitent... les enfants se sont imprégnés de ça, et puis nous avons regardé comment ils se comportaient... Il y a de l'échange, même si l'échange n'est pas forcément verbal... »

Comment se passe le mélange des populations, au niveau par exemple de la fête des 30 ans ?

« Ce qu'il s'est passé concrètement, c'est que nous avons eu autour d'une table des personnes âgées et des enfants qui dessinent. Des fois ils se sont parlés ou pas. Mais il ne faut pas limiter le contact à l'oral. Dans le type de comportement, il y a beaucoup d'informations qui passent. Après, de notre côté, c'est de voir quelles sont les informations qui ne sont pas passées, et comment ça s'est passé, ce qu'ils ont retiré de l'expérience, etc. C'est là où l'on revient à l'oral, et de voir comment ça a été ressenti. Là, ça devient aussi intéressant. »

De l'avis de nos interlocuteurs, plusieurs domaines nécessiteraient cependant une intervention plus conséquente des pouvoirs publics, afin de pallier à certains manques constatés dans le tissu social.

En premier lieu, il conviendrait d'augmenter les capacités d'accueil des jeunes enfants dans le secteur. Selon plusieurs personnes interrogées, la garde d'enfants reste en effet un problème aigu pour de nombreuses familles, et qui perdure depuis de nombreuses années. A cet égard, l'expérience associative accumulée dans ce domaine dans le cadre de *Quartier-contact*, comme au sein par exemple des coopératives et associations d'habitants de l'Ilôt 13, pourrait constituer une base pour développer des réseaux d'échange et d'entraide en matière de garde d'enfants dans le voisinage. Comme le rappelle à ce sujet un membre d'association de parents d'élèves :

« Par exemple, par rapport à la garde des enfants, c'est un problème qui nous préoccupe tout le temps, les gens se plaignent beaucoup par rapport à ça... on ne sait pas quoi faire de ses enfants. On a envie d'en faire, mais il faut leur donner à manger, et vu que vous travaillez, il faut trouver quelqu'un qui les garde. Et les gens qui sont là, comme ce sont souvent des étrangers, ils n'ont pas de famille. Donc ils sont seuls. Et puis ils n'ont personne de confiance. »

En second lieu, plusieurs interlocuteurs actifs dans la vie scolaire ou dans les loisirs des jeunes affirment avoir des difficultés à rencontrer certains parents, la difficulté allant croissante lorsque les jeunes atteignent l'adolescence. Plusieurs démarches sont en cours afin de remédier à cet état de fait. Comme le mentionne un professionnel de l'animation socio-culturelle :

« Plus ça devient adulte, plus ça devient... Alors oui, je souscris pour une partie à dire : Comment entrer en contact avec certains parents d'enfants qui viennent là ? Nous, la question que l'on se pose serait celle là. Elle se pose pour ceux qui accueillent des enfants lors d'accueils libres, et qui souhaitent toucher les parents. C'était l'un des objectifs de l'année passée, on a fait une ou deux réunions, mais aucun de ces parents là ne sont venus. La question reste posée, il faut trouver d'autres moyens. Quand on organise un camp pour les adolescents... on peut aussi profiter de cette occasion là pour actionner le levier « parent » et exiger qu'ils soient là. On les contacte au téléphone : Vous n'auriez pas envie de nous connaître, on va s'occuper de votre enfant... Ils répondent : Oui, bien sûr... Alors voilà. J'ai fait des camps sans avoir jamais vu les parents, jusqu'au moment où j'ai compris que c'était pour moi un levier de pouvoir demander aux parents... les parents des adolescents sont encore plus difficiles à toucher... C'était donc pour moi

un superbe levier pour dire : voilà, il faut que vous soyez là. Vous pouvez payer à ce moment là etc... d'avoir aussi un discours autour, et de pouvoir les toucher. »

En troisième lieu, plusieurs de nos interlocuteurs ont relevé le manque de lieux d'accueil destinés aux enfants d'âge scolaire et aux adolescents dans le secteur, comme nous l'avons déjà relevé précédemment. Le manque le plus criant se ferait sentir à Saint-Gervais, et dans une moindre mesure aux Grottes et aux Cropettes. De plus, les structures socio-éducatives actuelles sont saturées. Comme le remarque un professionnel de l'action sociale :

« Nous, on se pose pas mal de questions par exemple par rapport à l'accueil des jeunes dans le quartier, parce qu'il n'y a pas grand chose.

Pour les ados ?

Pour les ados oui. Il y a un travail aussi qui doit être fait avec l'accueil des enfants, parce que chez nous c'est toujours plein, et on cherche à essayer de voir comment mieux faire. Il y a un travail qui s'est fait avec la crèche Asters-X, qui accueille cette année aussi des enfants.

Donc là ce sont les tout petits ?

Non, je crois que ça va aussi jusqu'à 6 ans. »

Enfin, en quatrième lieu, il conviendrait de développer les projets d'échanges intergénérationnels dans le secteur. On pourrait se baser sur le modèle des tentatives développées récemment entre enfants et personnes âgées, tout en tenant compte des aspects positifs et négatifs de ces premières expériences. A ce titre, plusieurs professionnels engagés dans ces démarches ont relevé la difficulté pour les personnes âgées de tenir le rythme imposé par les jeunes enfants lors de leurs rencontres. Peut-être s'agirait-il de renouveler ces échanges entre jeunes enfants et personnes âgées, mais en impliquant des personnes âgées en meilleur état de santé et plus dynamiques, capables de supporter l'agitation des jeunes enfants.

7. Sentiment d'insécurité, incivilités, violence et délinquance

Les thèmes relatifs à l'insécurité, aux incivilités, à la violence et à la délinquance dans le secteur des Grottes occupent une place importante dans les propos recueillis auprès de nos informateurs. Il ressort généralement des entretiens la perception diffuse d'une dégradation ces dernières années de la situation dans ces divers domaines. Pour autant, aucune des personnes interrogées n'a estimé la situation devenir préoccupante. L'ensemble de nos interlocuteurs juge qu'elle est comparable aux réalités que l'on rencontre dans tout centre urbain d'une taille similaire. Il n'existerait donc pas de problèmes spécifiques dans le secteur des Grottes, qui le distinguerait des situations vécues dans les autres secteurs de la ville de Genève. Une de nos interlocutrices d'origine étrangère nous rappelle d'ailleurs fort à propos que la situation genevoise demeure nettement privilégiée en matière de sécurité relativement à la situation qui prévaut dans les pays voisins :

« C'est très personnel et subjectif, mais personnellement, j'ai habité Turin, ici, pour moi, c'est le calme total. Moi j'ai des comparaisons, je peux vous dire, Turin, c'est le chaos... ce n'est pas comparable. Ici, pour moi, c'est presque ridicule. Même les choses qui se sont passées de très grave, ce n'est rien, si on les compare à ce qui peut se passer ailleurs. C'est la réalité. Moi je suis arrivée à Genève, je n'osais pas ouvrir une porte, parce qu'à Turin, il n'y a que des codes. C'est impensable qu'il y ait une porte ouverte, plein de choses comme ça, les journaux dans une boîte dans la rue... A ce niveau là, pour moi il n'y a pas de problèmes à Genève. C'est pour ça que je vous dis que je trouve génial, c'est calme, c'est tranquille, je me sens en sécurité. Je ne me sens pas menacée. A Turin, je ne pouvais pas sortir après 8 heures le soir. C'est incomparable. »

Selon nos interlocuteurs, les problèmes majeurs dans le secteur seraient particulièrement concentrés aux abords de la gare, dans les différents parcs ou les lieux publics disséminés dans le secteur (Geisendorf, Croupettes, dans une moindre mesure Galiffe, Beaulieu, etc.) ou proche des zones commerçantes (Mont-Blanc, Saint-Gervais, Servette notamment).

La gare et les zones avoisinantes (zone piétonne du Mont-Blanc, bas du quartier des Grottes) seraient ainsi perçues comme des endroits particulièrement source d'insécurité et de délinquance, de part le caractère anonyme des lieux et les divers délits que ces zones de passage dense et cosmopolite attirent (vols, trafics divers, plus rarement agression, etc.). Toutefois, la situation ne semble pas actuellement particulièrement préoccupante, aux dires d'une habitué des lieux :

« On parle souvent de la gare comme un lieu... dangereux, c'est peut-être abusif, mais... »

Bon, il y a des gens qui craignent de passer là, parce que... Moi je pense que ce n'est pas dangereux. Moi je n'ai jamais eu peur, je n'ai jamais ressenti du danger à passer, lorsqu'il y avait même du monde, bon ça m'est arrivé de passer... je dis que je ne viens jamais la nuit, mais ça m'est quand même déjà arrivé d'avoir oublié quelque chose et de revenir à minuit le soir, ou de poser ma voiture ici, parce que j'ai une place à l'année, alors si je ne trouve pas de places dans mon quartier... Donc, aussi bien je rentre à pied aux Pâquis, aussi bien je passe ici, je ne me suis jamais sentie en danger. Bon, il est clair qu'il y a des choses que je ne ferais pas, je ne vais pas non plus me mettre en danger, ou aller interpellé des gens en leur disant de ne pas faire ceci ou cela, ça c'est des choses que je ferais peut-être la journée, je ne les ferais pas la nuit. C'est sûr. Et en plus, il n'y a même pas... on ne peut pas dire qu'il y a plus d'agression qu'ailleurs. Je n'ai jamais eu connaissance d'agression plus que de se faire voler un sac ou des trucs comme ça, mais ça arrive partout.

Et par rapport à la zone du Mont-Blanc... Il y a aussi des discussions sur la toxicomanie ?

Oui, parce que tous les commerçants du Mont-Blanc sont très gênés le soir, surtout, c'est vrai qu'il y a des attroupements assez impressionnants des fois le soir. »

Les parcs et les lieux publics constitueraient d'autres lieux de rencontre et de confrontation entre diverses populations d'origine culturelle, de milieu social et d'âge divers. Bien que la cohabitation soit de l'avis de tous généralement bonne, les regroupements, la nuit, notamment des adolescents et des jeunes adultes, certains trafics de stupéfiants repérés ici ou là, où la présence de personnes plus ou moins atypiques (homosexuels à Geisendorf, SDF ou « backpackers » aux Croupettes, etc.), sont sources d'insécurité au sein d'une frange de la population. Comme le mentionne une voisine du parc des Croupettes :

« Par exemple, moi je dis à mes enfants que le soir c'est exclu qu'ils traversent par la gare, mais bon, de traverser le passage des Alpes, c'est aussi dangereux ... Lorsqu'elle rentre tard, ma fille qui a 16 ans, elle a comme principe de ne pas traverser le parc. Je reviens sur une question déjà posée afin de souligner que l'on a obtenu une amélioration de l'éclairage public. [...] Néanmoins, ils ont mis un éclairage renforcé dans le parc des Croupettes, parce qu'auparavant c'était un lieu pas très bien fréquenté et sombre. »

Enfin, les zones commerçantes de Saint-Gervais, de la gare et de la rue du Mont-Blanc, comme en haut de la rue de la Servette, attireraient comme ailleurs certaines personnes mal intentionnées ou d'autres nuisances (vols, agressions, mendicité, etc.). Comme le mentionne par exemple une résidente de Saint-Gervais habitant aux abords des grands magasins Manor :

« Alors ça peut arriver une fois un type que tout d'un coup on voit partir, en courant, suivi par un policier... c'est quelqu'un qui a fauché un sac. Mais ça c'est comme partout au centre-ville. Mais disons que moi si je devais entre guillemets avoir peur... je ferais plutôt gaffe du côté de la place Bel-air ou des rues Basses, parce qu'il y a des concentrations, et puis on doit se faufiler... tandis qu'ici, il y a beaucoup de piétons, mais c'est quand même plus fluide. »

Les divers problèmes de sécurité mentionnés dans le secteur sont généralement associés par nos interlocuteurs à différents phénomènes sociétaux d'ordre général, perçus comme ayant un impact négatif sur la convivialité dans les quartiers. Les difficultés plus grandes vécues dans le monde professionnel (stress, chômage, etc.), seraient particulièrement prégnants dans certaines parties du secteur, en raison de la forte proportion d'habitat populaire (sous-secteurs de la Servette, des Grottes, de Saint-Gervais, etc.). D'autres personnes interrogées s'inquiètent de l'affaiblissement des structures familiales (les familles recomposées ou monoparentales, les parents qui travaillent et sont absent du foyer, etc.), et de son impact négatif sur la situation de certains enfants et de jeunes accueillis dans les écoles ou dans les structures socio-culturelles du secteur. L'anonymat de la vie urbaine, la perte de confiance dans les institutions et les structures de représentation politique, le brouillage des repères collectifs associés à une mixité socio-culturelle plus grande en ville de Genève ou due à l'influence croissante des médias, sont d'autres phénomènes qui nous ont été mentionnés. Enfin, l'accroissement de l'agglomération genevoise ces dernières années entraîneraient des nuisances croissantes dans ces quartiers proches du centre-ville, traversés d'artères de circulation importante. Tous ces phénomènes sont autant de facteurs cités dans les entretiens comme ayant un impact négatif sur la qualité de vie et les relations sociales dans le secteur des Grottes. Comme le relève en guise d'illustration une des personnes interrogées :

« Est-ce que vous diriez de manière générale qu'il y a une amélioration ou une péjoration de la qualité de vie dans tous les secteurs dont vous venez de parler... »

Moi je dirais qu'il y a une péjoration. Dans le sens où il y a tous ces problèmes de bruit, on a quand même beaucoup plus de bagarres de ménage qu'avant... ce sont des choses que l'on a de plus en plus. Donc à ce niveau là je dirais qu'il y a péjoration. Au niveau du trafic, c'est l'enfer : rue de la Servette, rue de Lyon, rue Voltaire, c'est l'enfer aux heures de pointes, au niveau parking... [...] les gens font un peu comme ils peuvent. Je dirais... il y a plutôt une péjoration.

Mais quand vous dites par exemple que l'on a plus de disputes conjugales... A votre avis, c'est parce que les gens sont plus violents ou est-ce que les gens hésitent moins à recourir à la Police ?

Non, ça n'a rien à voir avec la Police. C'est que les gens sont quand même plus fatigués, stressés, il y a plus de difficultés à vivre... et puis les problèmes sont peut-être moins discutés... il y a déjà plus de problèmes, financiers, et autres... et puis on a le geste plus facile... donc on frappe plus facilement qu'avant.

Est-ce qu'il y a un endroit en particulier dans notre secteur où ces problèmes seraient concentrés ?

Non. Ça on ne peut vraiment pas savoir. Parce qu'on a vraiment une population très cosmopolite. On a beaucoup d'artisans, d'employés, etc... On a aussi beaucoup de gens qui habitent là parce qu'il y a des organisations internationales à proximité, des missions, des consulats... je crois qu'on a pas mal de russes, de gens d'un peu tous les pays, qui sont bien présents. »

Deux populations spécifiques sont cependant particulièrement pointées du doigt dans les entretiens comme étant sources d'insécurité, de déprédations et de délits divers dans le secteur.

La présence des toxicomanes, en premier lieu, génère de nombreux problèmes dans l'ensemble du secteur, et plus particulièrement dans les sous-secteurs des Grottes, de la gare et des Cropettes. Les résidents se plaignent régulièrement des seringues abandonnées par les toxicomanes dans les cours d'immeubles, les allées ou autres locaux laissés ouverts, ainsi que d'autres dépravations associées à leur présence. Des vols et des cambriolages nous ont été signalés dans certaines allées de la rue des Gares et dans l'ensemble des Schtroumfs. Ces problèmes semblent concerner aussi le quartier de la Servette, l'EMS des Lauriers ayant par exemple été visité à plusieurs reprises ces dernières années, la direction ayant dû recourir depuis à un système de surveillance. D'autres délits plus graves sont imputables à la présence

des trafics de drogue. Des vols ou plus rarement des agressions dans les parcs nous ont été rapportées, certaines affaires ayant même défrayé la chronique au cours de ces dernières années. Comme le rappelle une voisine du parc des Croupettes :

« L'insécurité... c'est franchement dur à dire. Moi, j'ai de la peine à vous répondre correctement, parce qu'en habitant les Schtroumpfs, on n'a jamais été cambriolé. C'était toujours ouvert. Il n'y avait pas de code. Maintenant il y a énormément de cambriolages, des voisins qui se sont fait cambrioler plusieurs fois de suite. En habitant ici, beaucoup plus près de la gare, on nous vole des choses sur les paliers, mais pour l'instant on n'a jamais vraiment été dévalisé. J'ai vraiment de la peine à vous répondre. Je ne suis pas une grosse trouillarde, mais c'est vrai que c'est assez désagréable de se faire piquer des choses, par exemple dans l'immeuble d'à côté, ils se sont fait voler des tables et des chaises, des choses plus conséquentes qu'une paire de chaussures devant la porte. Bon, il faut quand même prendre des précautions. Nous, on avait un local poubelle ouvert. Il y avait toute une série de gens qui venaient se faire des injections et qui laissaient tout traîner. On a dû fermer rapidement ce local, mais on n'a toujours pas fermé l'ensemble de l'immeuble. On verra combien de temps ça dure. [...] Les trucs les plus dangereux, dans les problèmes d'insécurité, c'est quand il y a eu des gens qui venaient de Lyon, qui faisaient des échanges de bijoux ou je ne sais pas quoi vers le carrefour rue de Montbrillant- rue Fort Barreau). Ils ont été coincés par les gendarmes. Il y a eu une course poursuite à travers les parcs, et franchement là, c'était un bonheur que ce soit un mercredi. Si cela avait été un jour où les élèves étaient à l'école, ça aurait été une véritable catastrophe. Les gendarmes ont tiré. »

Les regroupements des jeunes sur l'espace public, en second lieu, sont une autre source d'inquiétude pour nos interlocuteurs, qui nous ont cité nombre de problèmes générés par leur présence. Les préaux des écoles des Grottes, des Croupettes et de Geisendorf et leurs alentours, les parcs des Croupettes et de Geisendorf, voire encore les centres commerciaux (Servette, Saint-Gervais, Mont-Blanc), constituent parmi les endroits les plus investis par les jeunes dans le secteur. Ces lieux étant par ailleurs fréquentés par d'autres populations, il s'ensuit une cohabitation pas toujours aisée entre les différents usagers de l'espace public. Les enfants y jouent en effet après la sortie des classes. Des jeunes plus âgés s'y amusent parfois jusqu'à tard le soir en été. Des adolescents et des jeunes adultes s'y rencontrent la nuit, préférant ces lieux publics aux bistrotts où il faut consommer. Toutes ces activités, bien qu'anodines, génèrent des nuisances pour le voisinage et les autres utilisateurs de l'espace public (jeunes mères, personnes âgées, etc.).

Ils participent également à entretenir un certain sentiment d'insécurité. En effet, les adolescents et les jeunes adultes peuvent générer, dans la population plus âgée, de par leur comportement parfois provocateur, un sentiment de crainte ou de défiance. Ainsi fragilisés, les adultes hésiteraient à engager la conversation ou à intervenir verbalement dans des situations où ils le jugeraient peut-être nécessaire. Ces comportements de défiance, souvent réciproques, induisent un désengagement social qui entraîne la déresponsabilisation des uns et des autres. Le peu de respect accordé aux lieux publics et privés (vandalisme), et à la cohabitation au sein du quartier (incivilité) seraient, selon la majorité de nos informateurs, parmi les conséquences directes de cet état de fait. Il en résulterait la prédominance d'un rapport social conflictuel entre les différentes classes d'âge. Comme le remarque à ce propos une des personnes interrogées :

« Oui. Justement, un de ces groupes d'ados, il s'installe sur la place des Grottes tard, et puis la nuit, ils mettent la musique à fond.

Mais là, les gens réagissent comment ?

Ils téléphonent à la gendarmerie.

Ils ne descendent jamais ?

Ils crient depuis le balcon, et ils téléphonent aux gendarmes.

Donc, en fait, ils ne vont pas forcément dialoguer avec les ados ?

Je pense qu'ils en ont peur. Parce que le concierge qui se met à sa fenêtre pour leur dire « taisez-vous », il est tout seul, alors qu'eux sont toute une bande. Je le comprends.

Mais ces ados sont si dangereux que ça ?

Oui. Il y a des agressions, oui, les gens ont peur des ados, c'est sûr. »

Cette situation de défiance envers les jeunes se traduit par le rejet de leur présence au sein d'une partie de la population habitant le secteur. Ainsi, plusieurs projets récents des pouvoirs publics ou des acteurs associatifs en faveur des jeunes ont soulevé des oppositions, des pétitions ou des craintes de la part d'une frange minoritaire des riverains. Comme le rappelle une des personnes interrogées :

« Dans le quartier, de quoi les gens se plaignent, de quoi les gens parlent ?

Alors ce dont ils ont très peur, c'est l'ouverture du Cycle de Montbrillant. Alors ça ils en parlent, les habitants des Grottes. C'est un soucis pour eux. Ça, vous avez dû en parler avec Pré-en-Bulle, parce que ça a été sorti avec eux... C'est surtout les personnes âgées, qui habitent vers Baulieu, qui ont peur de cette déferlante jeune qui va arriver, qu'il y ait des dégradations, et puis la future Maison de quartier vers Baulacre, il y a eu une levée de bouclier il y a deux ans. Et cette année, l'assemblée générale de Pré-en-Bulle s'est faite discrètement, alors ils ne sont pas venus. [...]

Et les liens entre les différentes classes d'âge... Comment ça se passe ? Vous avez parlé des problèmes du Cycle, des personnes âgées qui en avait peur...

Oui, bon, aussi les gens du quartier, parce qu'ils se disent, s'ils viennent encore tout casser. Oui, ils ont surtout peur des incivilités... et puis du bruit. »

Si la situation en matière de sécurité semble s'être légèrement dégradée ces dernières années dans le secteur, de l'avis de plusieurs de nos interlocuteurs, il convient de souligner toutefois qu'elle est loin d'être incontrôlable, comme nous l'avons mentionné en début de chapitre. Du reste, les pouvoirs publics semblent ces dernières années s'être largement attachés à remédier à la situation. L'assignation territoriale pour les trafiquants de drogues dans le périmètre de la gare, l'ouverture d'un lieu d'accueil et d'injection pour les consommateurs de stupéfiants, la mise en place de la *Délégation à la jeunesse* en ville de Genève, pour ne citer que ces quelques mesures récentes, ont toutes eu un impact jugé positif dans le secteur. Des tables-ronde et des réunions publiques sur les thèmes relatifs à la qualité de vie et la sécurité dans le quartier ont de plus été mises en place récemment pour rapprocher les autorités publiques et les professionnels des préoccupations de la population. Ces différentes mesures ont été bien appréciées dans les quartiers, selon nos informateurs, et doivent être poursuivies dans le futur.